

lieuxdits #10

spécial *Urbanisme*



La demeure et l'hospitalité

Notre faculté s'est dotée d'une charte qui explicite ses responsabilités tant académiques que sociétales et éthiques¹. Cette charte élève aux mots, en une forme concentrée, les pensées et les actes qui trament le quotidien de notre collectivité. Elle s'adresse à nous-mêmes, permettant d'y nouer nos engagements, comme le miroir veille à nous rappeler nos traits. Elle s'adresse à autrui, affichant sur la place publique nos positions et nos déterminations.

Habiter, habitat sont des mots fondateurs et familiers de notre faculté qui trouvent leur juste place dans la charte. Ils portent les valeurs de bien-être et de bien-vivre ensemble dont nous sommes responsables en vertu des missions qui sont les nôtres : donner structure et corps aux lieux du monde où les humains déploient leur destin. Habiter, c'est disposer d'un lieu où demeurer, se tenir en repos, de manière transitoire ou longue. Habiter, c'est être en mouvement, en transit – parmi les autres – au cœur des multiples fragments de monde où les échanges, le labeur, les plaisirs, les découvertes, les souffrances n'arrêtent jamais de glisser et de s'enrouler.

L'actualité ne manque pas d'occasions pour activer vigoureusement la veille éthique et politique appelée par la charte. Des centaines de milliers de personnes sont en situation d'exil et rejoignent dans des conditions douloureuses notre continent. L'exil, c'est être contraint de ne pouvoir habiter, être expulsé d'une demeure, écarté des mouvements qui inspirent la vie.

Nous agissons dans une partie de la Belgique où certains médias cultivent la schizophrénie. Comment recevoir, sans vaciller, de la part d'une chaîne publique, en son journal télévisé, les images de migrants qui attendent au parc Maximilien que l'État daigne les recevoir et, quelques minutes plus tard, celles de demeures idylliques présentées par des animateurs 'bobo' comme le standard à viser pour le commun des Belges ?

La question de l'accueil des réfugiés et des migrants interpelle tout citoyen, mais plus frontalement tout architecte ou urbaniste dont la tâche est d'organiser l'hospitalité entre les humains. Le philosophe Emmanuel Levinas a argumenté que la demeure est la condition de l'hospitalité. Avoir une demeure, un "chez soi", a un sens vrai à condition que l'accueil de l'autre fonde sa raison d'être. L'actualité vive des migrants et des réfugiés qui demandent à être accueillis par une Europe aisée (même si cette aisance y est très inégalement répartie) et en particulier par la Belgique, interpelle ce sens de la demeure et celui de l'hospitalité. Des associations, des mouvements, des citoyens font porter leurs voix pour qu'un accueil digne, empreint de bienveillance et de générosité, soit mis en œuvre. D'autres voix plaident pour la fermeture et le repli sur soi, également aux niveaux tant belge qu'europpéen. Notre gouvernement qui avait fermé des centres d'accueil ces derniers mois est contraint, pour ne pas se couvrir de honte, de revenir en arrière quant à son projet de *fermeté*. Mais l'orientation politique adoptée par nos gouvernants n'est pas stabilisée. À quel point sera-t-elle hospitalière ? On sait que la résonance médiatique et publique (avec ses effets sur les orientations du corps électoral) peut amener l'action politique à verser d'un côté ou de l'autre.

Je vous propose de nous montrer particulièrement vigilants à l'égard des propos de rejet et de haine, qu'ils proviennent des médias ou de la classe politique, et de porter haut nos paroles en cette période ô combien troublée.

¹ - Accessible en ligne à la page
<http://www.uclouvain.be/528142.html>

L'ambition de ce dixième numéro de *Lieux dits* est de lever un coin du voile sur les pratiques, les personnes, les interrogations, les débats qui animent l'enseignement et la recherche dans la troisième dimension du projet facultaire : l'urbanisme. Il en révèle, on le verra, des approches et des conceptions contrastées.

Une première approche considère l'urbanisme comme une dimension de l'architecture. Les enseignements et les recherches relevant de cette approche traitent principalement des questions de structuration et de formalisation de l'espace de l'habiter. Du point de vue méthodologique, ils mettent l'accent sur la démarche de projet et sur le dessin comme outil de lecture/écriture (au futur) des évolutions de la ville et de ses territoires. Ils n'incluent pas nécessairement dans leur démarche la question des jeux d'acteurs qui fabriquent l'espace, ni la dimension politique des processus permettant de le lire, de l'expliquer ou de le mettre en projet.

Une deuxième approche, plus généraliste et plus politique, aborde globalement l'urbanisme comme pensée pratique de l'action territoriale, notion qui inclut toutes les formes publiques ou privées, matérielles et immatérielles, de production de territoires. Cette deuxième approche trace des itinéraires d'activités et de connaissances variés aux croisements de trois grands champs disciplinaires : le champ des sciences humaines, lié à la gestion politique, administrative et sociale ; le champ du génie urbain et rural, incluant les réseaux de déplacements, le foncier et les matières relevant des sciences de l'environnement ; et le champ de l'architecture et du paysage lié, comme on a dit plus haut, à la formalisation de l'espace et à la démarche de projet.

La coexistence de ces deux approches au sein de la faculté nous permet d'aborder de manière complémentaire des questions d'enseignement et de recherche soumises, de toute façon, à la condition générale de l'accroissement de la complexité et de l'incertitude des questions urbaines et territoriales ; et réclamant de ce fait à la fois plus de spécialisation et plus d'interdisciplinarité.

La coexistence des deux approches nous permet de mieux contribuer collectivement au développement d'une conscience écologique fondée sur un nouveau rapport homme-nature et sur la reconnaissance du caractère fini du système de ressources de l'environnement ; et de mieux nous positionner par rapport au paradigme du développement durable qui fait autorité depuis maintenant presque 30 ans, imposant un corpus de références et des principes d'action désormais bien connus : approche globale, transversalité, imbrication des échelles d'espace et de temps, réversibilité, principe de précaution.

Le développement durable a notamment conduit l'urbanisme à évoluer vers une approche plus intégrée des phénomènes et à développer les notions de "projet urbain" et de "projet territorial". Près de trente ans plus tard, ces deux notions restent des objets privilégiés de recherche et d'expérimentation. En même temps, l'affaiblissement de la puissance publique fait que, presque partout, l'urbanisme en tant qu'action publique a perdu de sa faculté de structuration au profit d'autres dynamiques de production territoriale, qui fournissent de nouveaux sujets de recherche et vis-à-vis desquelles l'université a peut-être un nouveau rôle à jouer.

Merci à notre invitée et aux enseignants-chercheurs des trois sites qui ont instruit le débat autour de ces questions ... A la fin du dossier, nous laissons le lecteur aux prises avec un exercice d'urbanisme pratique aux plans individuels et collectifs : le développement d'une faculté d'architecture et d'urbanisme intégrée et multi-sites dans les contextes européen, bruxellois et wallon.

Bernard Declève

Entretien avec Paola Viganò : L'urbanisme comme outil de recherche

Bernard Declève



Depuis plus de vingt ans, Paola Viganò explore les "territoires de l'urbanisme" qu'elle arpente avec autant de bonheur sur le versant de la pratique et sur celui de la théorie. Sa recherche vise l'exploration d'un champ – la ville et le territoire contemporain – et l'expérimentation d'une hypothèse, celle du projet comme dispositif de connaissance.

En 1990 elle a fondé avec Bernardo Secchi l'agence Studio Associato Secchi Viganò, basée à Milan et à Bruxelles. À travers la participation à de nombreux concours, projets et études prospectives dans plus de 35 villes petites et grandes, Studio a contribué à un renouvellement de la pensée de l'urbanisme européen et au rapprochement entre l'Urban Planning et l'Urban Design, deux domaines de pensée et d'action souvent disjointes.

Paola Viganò enseigne l'urbanisme à l'école d'architecture de Venise (IUAV) et à l'École Polytechnique Fédérale de Lausanne (EPFL) et a été, toujours avec Bernardo Secchi, une cheville ouvrière de l'European Master in Urbanism (EMU) organisé conjointement par la KULeuven, l'IUAV, l'université polytechnique de Catalogne et la T.U. Delft. En 2013, elle a été lauréate du grand prix de l'Urbanisme et a été, la même année, invitée par l'UCL dans le cadre de la prestigieuse Chaire Franqui, pour un cycle de conférences qui ont fait date. Elle vient de recevoir ces jours-ci le titre de docteur honoris causa UCL. Nous l'avons retrouvée dans son atelier bruxellois un matin de septembre, pour recueillir la contribution qu'elle a bien voulu faire à la réflexion de ce dossier.

BD : Paola Viganò, comment définissez-vous aujourd'hui votre pratique de l'urbanisme ?

PV : Le type d'urbanisme qui m'intéresse aujourd'hui est l'urbanisme comme outil de recherche. Ce n'est peut-être pas une réponse définitive, mais dans le contexte actuel, c'est la définition qui me convient le mieux.

Je trouve en effet qu'en ce moment, l'urbanisme n'a pas vraiment les conditions optimales pour se réaliser. Il y a des choses intéressantes, par exemple tout ce qui naît du contact avec les gens, tout ce qui rend possible l'émergence d'idées ou de programmes. Il y aussi quelquefois des occasions intéressantes, par exemple quand on rencontre un maire qui sait porter un projet ; mais ces moments heureux sont assez rares. Et si on enlève ces moments heureux, ce qui reste peut être lu soit comme une situation déprimante soit comme une situation de recherche.

Suivre la piste de l'urbanisme comme outil de recherche permet, même si les conditions ne sont pas réunies, d'exercer notre liberté d'essayer de comprendre ce qui est en train de se passer, de saisir l'occasion de mener une réflexion sur le présent et de le faire par un chemin particulier qui est l'exploration du futur. Mais on ne connaît pas les questions du futur, on ne peut explorer le futur qu'à partir des angoisses, des problèmes, des questions du présent... C'est une démarche qui combine les arts de la description, de la conceptualisation et de la création de scénarios. Il s'agit de mobiliser les outils que l'urbanisme a construits pendant un siècle et demi pour développer la réflexion sur la ville, d'exploiter la possibilité que nous avons d'innover, d'inventer de nouveaux outils ou de générer de nouvelles représentations.

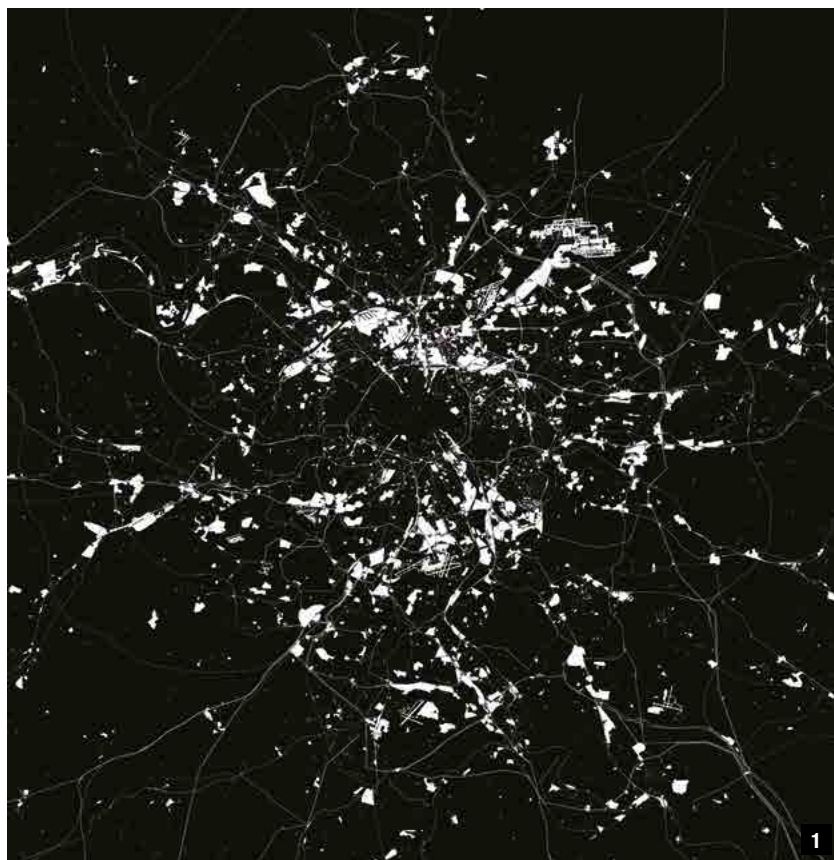
Et donc, voilà pourquoi, ces dernières années, j'ai plutôt tendance à conseiller aux étudiants d'aborder l'urbanisme

comme un outil de recherche, plutôt que comme un instrument de planification sensé définir le cadre dans lequel les gens seront appelés à vivre... Je pense que nous n'avons pas les conditions pour définir ce cadre, mais en plus ce n'est pas vraiment ma réalité. J'insisterais par contre sur la liberté que nous avons de créer de nouvelles représentations. C'est vraiment quelque chose que l'on peut faire et qu'on ne nous empêche en fait jamais de faire. Dans le contexte actuel, c'est aussi une recherche qui répond à une vraie nécessité...

La puissance des nouvelles représentations

PV : Je crois beaucoup à la puissance des nouvelles représentations. Elles peuvent montrer les choses différemment, faire évoluer la perception que les gens ont de la réalité et changer finalement la construction du discours. Elles aident en cela à reconstruire le débat. Je pourrais prendre l'exemple de la carte de Lucifer que nous avons utilisée dans le projet du grand Paris. C'était une carte plutôt choquante parce qu'elle montrait une géographie nouvelle, la géographie du mal. En fait elle mettait sur la table une série de thèmes connus – la ségrégation, la fragmentation – mais rarement discutés publiquement sous cet angle. La carte a permis de mettre en évidence la dimension spatiale de ces phénomènes et d'initier un débat autour de ce que nous avons appelé l'injustice spatiale, notion qui évoque les conditions de création de justice ou d'injustice à partir des caractéristiques de l'espace et de l'environnement. Nos projets ont essayé de prolonger le débat initié autour de cette carte.

La carte de Lucifer était plutôt une carte de dénonciation, par laquelle nous voulions affirmer l'existence du problème et lui permettre d'être présent dans le débat. Toutes les cartes n'ont pas le même



objectif. Il y a des cartes purement descriptives, dont le but est de représenter quelque chose qui existe, comme par exemple la carte de l'eau de la ville diffuse du Veneto. Cette carte ne contient pas de jugement de valeur comme celle de la géographie de Lucifèr. Elle a seulement pour but de mettre en évidence les structures du réseau hydrographique. Mais en révélant cette dimension du territoire, elle dit en fait beaucoup plus. Elle dit finalement que l'étalement urbain n'est pas le chaos dont on a pu parler ; elle montre comment ces territoires ont été retravaillés et comment cela a donné lieu à des conditions d'habitabilité élargies. En fait, si on la prend sérieusement, c'est une carte qui parle de la dispersion comme d'une occasion de projet. C'est-à-dire qu'en dessinant le territoire tel qu'il est, on en révèle aussi le projet. Dans ce cas, c'est celui de l'isotropie dont on parlait avec Bernardo Secchi. Elle est révélée comme potentiel à partir de la représentation fine du réseau hydrographique. Celui-ci peut être revalorisé comme structure territoriale du futur, même ce ne sera pas exactement avec le même rôle ni la même signification

Traverser les échelles

PV : Les étudiants n'ont pas l'habitude de traverser les échelles et l'échelle à laquelle est référée la question initiale du projet agit souvent comme une

cage. Bien sûr l'adoption d'un cadre est une chose utile parce que ça permet de mesurer rapidement, de comparer les dimensions ; mais cela peut devenir un piège quand on considère le cadre comme un donné immuable. Il faut aussi avoir le courage de jeter le cadre, d'en choisir un autre ou de ne pas choisir de cadre. Les étudiants doivent apprendre à considérer les échelles comme des environnements fluides et s'entraîner à passer d'une échelle à l'autre. Chaque échelle de représentation raconte une histoire et pose des questions différentes. Il faut s'approprier différentes échelles et reconstruire la problématique du projet en fonction des spécificités de chacune d'elles. C'est ça qui permet de comprendre finalement les relations entre les choses. Mais cet exercice, dont parlait beaucoup Bernardo Secchi, ne se fait pas assez dans les écoles.

Dans le cas du grand Paris, on avait choisi deux cadres, le 100x100 km et le 50x50 km, parce qu'on voulait se libérer de cette autre cage que sont les périmètres institutionnels. Ceux-ci correspondent à une idée un peu limitée de ce qu'est l'espace de la ville et détruisent souvent toute possibilité de comprendre les choses. Il faut sortir de ce cadre et s'obliger à regarder autre chose, à regarder autrement. Dès qu'on sort des périmètres institutionnels et qu'on considère une échelle plus vaste que celle à laquelle la question est posée, on peut découvrir de nouvelles formes de ville.

1 *Les propriétés de Lucifèr*, B. Secchi, P. Viganò avec étudiants EMU, aujourd'hui dans *La ville poreuse*, MetisPresses, Genève, 2011.



Mais il ne suffit pas de fixer des cadrages et de dessiner des cartes en croisant les données GIS. Si on ne fait que manipuler les données GIS on banalise terriblement le travail. Il faut non seulement faire des cartes mais aussi prendre le temps de réfléchir sur les cartes qu'on fait. La réflexion sur la carte requiert autant de temps que sa construction.

Je pense qu'on ne sort décidément pas assez des systèmes maintenant un peu automatiques de création de cartes, de relations d'informations. À un moment, il faut pouvoir décider consciemment ce qu'on veut faire lire ; sortir de la somme des couches (layers) et redessiner en réinterprétant les choses. À Lausanne, j'ai fait quelques explorations avec une étudiante qui a fait une carte visant à représenter la vallée alpine comme une grande machine.

Cette carte montre la relation entre les grands barrages, les voiries qui y donnent accès et les connectent au territoire, les plateformes industrielles qui y sont liées ; et puis les autres sources et équipements producteurs d'énergie, l'ensemble des voiries. Elle parle de la construction de l'ensemble du système connecté à la grande infrastructure qui arrive sur un territoire et qui a besoin d'autres infrastructures pour être accessible et opérationnelle. Les cartes qu'elle a faites mélangent les échelles

et les modes de représentations. Elles combinent par exemple l'axonométrie et la planimétrie. Le dessin qui en résulte devient un vrai outil d'imagination. Donc la carte comme un projet...

BD : Que répondriez-vous aujourd'hui à un étudiant d'architecture qui vous questionnerait sur les rapports entre l'architecture et l'urbanisme ?

PV : Je lui expliquerais d'abord pourquoi selon moi tout étudiant d'architecture devrait s'intéresser à l'urbanisme. En fait dès le premier dessin, chaque projet d'architecture établit un système de relations à différentes échelles. Tout architecte s'occupe donc implicitement d'urbanisme. S'il en prend conscience, le projet sera d'autant plus riche. Mais cette conscience des relations n'est pas quelque chose de totalement spontané. Il faut quand même essayer de lire, de comprendre. C'est là qu'on a besoin de parler d'urbanisme.

L'affirmation du lien entre l'architecture et l'urbanisme est une vieille idée italienne. Ce qui les unit est la réflexion sur l'espace. Au final l'enjeu c'est l'espace. L'architecte qui s'occupe d'espace doit être conscient de cette continuité. Il faut arriver à mener une réflexion sur l'espace sans avoir à se demander si on parle d'architecture ou d'urbanisme...

2 Le territoire des eaux (en pointillé : zones humides ou inondables) Università IUAV, *New landscapes of water*, Diplôme, promoteur P. Viganò avec G. Zaccariotto, étudiants A. Gasperini, L. Gorza, 2007.

3 Alpes, Le Valais : La machine territoriale, *Atelier master EPFL* prof P. Viganò, avec R. Sega et M. Durand, étudiante C. Seiler, 2013.

BD : Comment concevez-vous l'articulation entre la recherche académique et l'action ?

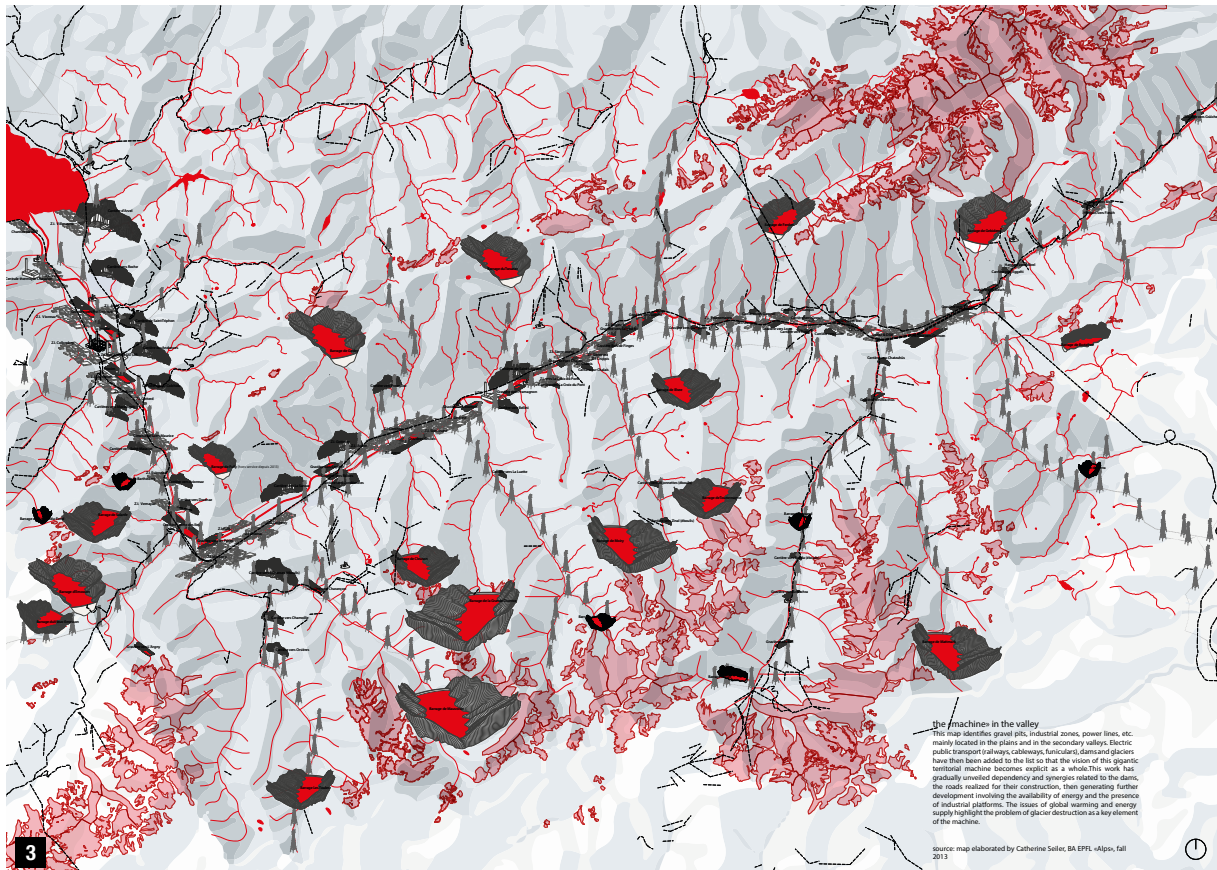
PV : Avec Bernardo Secchi, nous avons toujours imaginé que ces deux parties de notre travail étaient directement liées. D'abord il y a une série de thèmes qui reviennent et sur lesquels on travaille dans chacun des deux *mondes*. Après, certaines explorations viennent de l'activité professionnelle, grâce notamment aux concours qui sont des moments privilégiés. Koolhaas disait que le concours est le seul lieu où il y a la liberté et la possibilité de poser des questions. C'est un cadre dans lequel on peut prendre le risque de dire des choses jugées impertinentes et où on a encore la liberté d'explorer.

D'autres fois l'exploration vient de la recherche académique et je voudrais dire que dans notre domaine la recherche académique n'est pas possible sans les étudiants. Le projet comme une exploration, comme processus qui produit de la recherche, c'est exactement ce que nous faisons avec les étudiants. Construire le projet comme une recherche requiert d'aller au-delà de l'exercice de projet traditionnel ; la recherche concerne tout l'aspect de représentation et de compréhension de ce qui fait le projet. Quand on parle de *research by design*, il faut être clair : le projet n'est pas un élément

monolithique simplifié, c'est une activité riche de moments différents. Le projet n'est pas le premier ou le dernier croquis mais un processus de construction de connaissances stratifié et fait de beaucoup de choses. C'est vrai pour le projet d'architecture comme pour le projet d'urbanisme. Dans le projet d'urbanisme c'est souvent plus ouvert, ce qui fait qu'on a besoin de croiser plus de questions et de brasser davantage d'informations ; mais conceptuellement ce n'est pas si différent d'un projet d'architecture. Dans les deux cas il s'agit d'ouvrir la question dans de multiples directions puis de faire l'exercice de synthèse.

En général, j'implique les étudiants dans les questions que je suis amenée à traiter. Quelque fois aussi j'ouvre des thèmes de recherche avec les étudiants parce que là je sais que j'ai un peu d'espace libre. Je pense que pour les étudiants, l'idée de participer à une recherche est plus intéressante que l'idée d'être éduqués à faire quelque chose. La posture est différente. Bien sûr, certains étudiants préfèrent un cadre plus strict mais ce ne sont en général pas les meilleurs étudiants.

Pour conclure il y a une relation plutôt forte entre la didactique et la recherche mais aussi entre le travail académique et celui qu'on fait par ailleurs.



L'urbanisme comme dimension de l'architecture

Jean-Philippe De Visscher

L'urbanisme est une dimension de l'architecture. Énoncée hors du contexte particulier d'une faculté d'architecture, cette proposition n'aurait rien d'une évidence. Elle prend à contrepied le sens commun, qui soutiendrait plutôt la proposition inverse : *l'architecture est une dimension de l'urbanisme.* En effet, l'urbanisme embrasse un champ de questions et de compétences bien plus vaste et plus général, dont les enjeux d'édification ne sont qu'une partie. Pourquoi donc proposer une inversion de cette hiérarchie ? Quelles sont les questions que permet de soulever une telle proposition, et quelles sont les perspectives qu'elle permet d'ouvrir ?

1.

Dans la majorité des pratiques courantes de l'architecture, la reconnaissance de la dimension urbanistique du projet est réduite au seul respect des plans et règlement urbanistiques en vigueur. Autrement dit, le projet est d'abord une réponse pragmatique aux souhaits d'un maître d'ouvrage, amendée par la prise en considération d'une formulation préalablement normalisée de l'intérêt public. Dans cette optique, le service offert par l'architecte s'apparente à une activité commerciale, dénuée de toute responsabilité publique¹. La critique de ces normes urbanistiques et les propositions d'amendement sont effectuées à un autre niveau, que je qualifie ici de *politique*.

2.

Parmi les différentes disciplines qui se sont attaquées à la critique politique de nos pratiques urbanistiques, la sociologie et l'écologie sont sans doute celles qui ont mis en lumière les failles les plus manifestes. À maintes reprises, les sociologues et les environnementalistes ont montré des résurgences récurrentes de fractures sociales et de disfonctionnements écologiques. Nombreux sont les architectes qui se sont immiscés dans ces brèches pour proposer des alternatives engagées, avant même que les pratiques urbanistiques officielles ne soient amendées.

Néanmoins, aussi généreuses et nécessaires que soient ces contributions, considérer l'architecture comme une réponse à des enjeux politiques peut mener à deux types d'écueils. Soit les projets amènent des réponses concrètes mais partielles à certains problèmes immédiats. Ces projets – souvent techniques – s'exposent alors à une récupération par des mouvements plutôt conservateurs, qui y voient l'opportunité de mettre fin à la critique. Soit les projets sont d'une radicalité – souvent sociale – telle que leur idéalité utopique les confine dans une forme de marginalité. Dans le premier

cas, les projets ne montrent pas en quoi les enjeux abordés remettent en cause la structure même de nos sociétés. Dans le second cas, les projets ne parviennent pas à montrer comment avoir un effet sur la structure de nos sociétés. Dans un cas comme dans l'autre, ces types de projets ne suffisent pas à endiguer le développement des fractures sociales et écologiques.

En réalité, il manque à ces définitions pragmatiques et politiques de l'architecture une réflexion construite à partir de l'architecture elle-même. Pour ce faire, il est nécessaire d'inverser le regard. Il faut étudier comment l'architecture de nos villes et de nos territoires redéfinit les questions pragmatiques et politiques. À partir de là, il faut étudier en quoi l'architecture d'un projet est porteuse d'un potentiel de transformation à une échelle plus vaste. Je qualifierai ici ce type d'approche de *morphologique*.

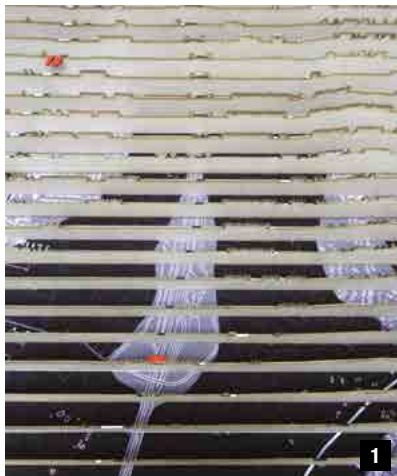
3.

Tentons d'abord de décrire les différentes phases par lesquelles devrait passer une approche morphologique de l'urbanisme. Cette description est à la fois une interprétation, une simplification et une extrapolation des expériences les plus ambitieuses dans ce domaine². On notera que certaines phases se fondent sur les compétences et connaissances propres à l'architecture. D'autre, à l'inverse, nécessitent d'aller à la rencontre des compétences apportées par d'autres disciplines, par d'autres professions, par d'autres *experts de terrain* tels que des décideurs, des maîtres d'ouvrage et des habitants.

Relevé. Si d'autres disciplines abordent les questions urbaines à partir d'enjeux sociaux, économiques, écologiques, techniques ou culturels, le propre des architectes est de fonder leur approche sur une connaissance préalable des formes et matières de la ville.

Représentation. C'est le temps du dessin et de la maquette grâce auxquels les données spatiales brutes sont rendues réactives. Par l'effet de choix graphiques, les représentations donnent une interprétation de ce que sont les structures spatiales de la ville. Ces représentations initient et orientent l'exploration des potentiels de transformation de ces structures.

Scénarios. Il s'agit ici de multiplier les observations et les points de vue pour parvenir à déceler quels enjeux, quels déséquilibres, quelles contradictions, quelles opportunités, quels moyens, quelles conditions peuvent sous-tendre une transformation des structures spatiales. *Projets.* Cette étape consiste à déceler, concevoir et représenter les transformations potentielles des structures urbaines suscitées par les scénarios.



Elle doit pouvoir donner la mesure d'un maximum de potentiels latents.

Comparaison et critique des projets. D'une part, les projets peuvent être classés selon le scénario dans lequel ils s'inscrivent préférentiellement et l'efficacité avec laquelle ils permettent d'en atteindre les objectifs. D'autre part, les projets peuvent être classés selon le type de structures spatiales qu'ils réinvestissent et les potentiels de redéveloppement qu'ils induisent. Cette classification raisonnée est une étape nécessaire pour déceler les manques et les redondances dans l'échantillon de projets produits.

Choix. Une fois portés au débat, l'échantillon de projets peut mener à différents types de choix. Un choix pragmatique, porté par le maître d'ouvrage qui évalue l'efficacité avec laquelle le projet répond aux objectifs du scénario qu'il a lui-même élaboré (consciemment ou non). Un choix politique, porté par une instance publique, un groupe de pression ou un expert, qui évaluent le fait même de s'inscrire préférentiellement dans l'un ou l'autre scénario (en critiquant parfois l'essence même de ces scénarios). Un choix typo-morphologique, porté par des architectes urbanistes qui jugent d'un projet selon les potentialités qu'il ouvre en termes de développements de la structure urbaine.

Mise en œuvre. Il s'agit ici de la concrétisation du projet. Notons que la mise en œuvre de projets conçus à partir d'une compréhension des potentialités de la structure urbaine peut nécessiter de mettre en place de nouvelles formes de maîtrise d'ouvrage ou d'organisation de la construction.

Retour d'expérience. Il s'agit ici d'analyser les différentes étapes du processus, afin de comprendre les potentiels et conditions d'extrapolation de l'expérience menée.

Le processus décrit ci-dessus se distingue des pratiques courantes de l'ar-

chitecture et de l'urbanisme à plusieurs niveaux. Il importe d'identifier ces originalités et d'en mesurer la portée.

Au niveau pragmatique, la connaissance élargie des structures urbaines, la multiplication des projets et des scénarios permet d'envisager les nouveaux types de programmes, de sites, de maîtrise d'ouvrage et de modes de production nécessaire à une réutilisation maximale des structures spatiales existantes. En démontrant la faisabilité de cette économie, l'approche morphologique permet de résister aux dérives cyniques d'un pseudo-réalisme trop étroit – la loi du marché.

Au niveau politique, l'approche morphologique est une façon d'éviter les dérives conservatrices d'une approche techniques, autant que les dérives idéologiques d'une approche sociale. En évaluant les incidences potentielles de plusieurs types de projets sur plusieurs types de structures urbaines, l'approche morphologique évalue l'impact que peut avoir un projet sur les développements à venir. Autrement dit, l'approche morphologique ne recherche pas un meilleur modèle pour répondre aux enjeux de société. Elle ne cherche pas à clore le débat par une réponse. Elle recherche plus modestement une alternative, possédant un potentiel de diffusion tel que la question continuera d'être activée.

Enfin, la prise en considération du potentiel morphologique d'un projet permet de l'inscrire dans le temps long du territoire. Ce dernier point, en apparence anodin, est pourtant décisif. En effet, l'inertie matérielle des structures territoriales est telle qu'elle n'est pas seulement le produit de nos pratiques collectives, elle en est une condition. Si des mutations de la structure territoriale sont possibles, celles-ci ne peuvent devenir significatives que sur un temps qui excède celui de la nécessité pragmatique ou celui du combat politique. Autrement dit, le propre de l'approche morphologique est de reconnaître le caractère conditionnant des structures territoriales. En partant de cette hypothèse fondamentale, l'approche morphologique fait de la connaissance des structures territoriales et de leurs potentiels de mutations l'élément fédérateur de toute réflexion sur le devenir de nos territoires. De ce point de vue, les enjeux pragmatiques et politiques ne sont que des questions à court terme, qui ne peuvent être abordées sans être inscrites dans la temporalité longue du territoire. Or le moyen concret d'y parvenir est de les traduire dans un projet d'architecture, dont l'effet est de démontrer localement les potentiels de transformation d'une structure territoriale. À cette condition, l'urbanisme devient alors une dimension inhérente à l'architecture.

1 *Vallée de la Senne entre Ruysbroeck, Drogenbos, Beersel et Lot. Maquette réalisée par Alice Di Pompeo, Laly Dhainaut, Iola Jay-Raphael, Albane Tricault dans le cadre de l'atelier d'architecture approfondi "territoire", LOCI-BXL, octobre 2015.*

1 - À cet égard, il est utile de souligner le basculement entre la décision de créer l'Ordre des Architectes en 1962 en vue de protéger une profession dont le caractère d'intérêt public est reconnu, et l'injonction formulée par l'Europe en 2003, signifiant que la publication d'honoraires indicatifs par l'Ordre des architectes est contraire aux règles de concurrence dans l'Union Européenne.

2 - Il est difficile de lister les multiples expériences de rénovation urbaine, de projet urbain, de projet de paysage ou de territoire qui se sont élaborées à partir de la "typo-morphologie" développée en Italie dans les années 1960. Citons à titre d'exemple local, les expériences liées au "structuurplan"

L'urbanisme comme dimension de l'action territoriale

Yves Hanin

L'urbanisme, l'aménagement du territoire, le développement territorial et même l'architecture sont souvent confondus. Certes, ces quatre domaines traitent de l'organisation de l'habiter, comme on aime le mentionner en LOCI, mais surtout, ils sont complémentaires et il convient donc de préciser leurs apports respectifs. Ce bref article vise à contribuer à cette mise en collaboration et à préciser des concepts qui sont l'essence même du travail de recherche au CREAT depuis 50 ans.

Comme tout le monde le sait, l'urbanisme est devenu une discipline à part entière à partir du milieu du XIX^e siècle, lorsqu'il a fallu répondre à la nécessité d'organiser les villes face à l'industrialisation croissante. Cerda et Haussmann en sont les figures emblématiques.

Les objectifs de l'urbanisme visent alors, selon un projet urbain, à doter les tissus bâtis des niveaux d'équipements modernes, voire à transformer ces tissus et à planifier leur extension avec une densification jamais rencontrée jusqu'alors. La largeur des voiries, le diamètre des égouts, la maîtrise pour ne pas dire la valorisation des cours d'eau, la création d'alignements d'arbres, de squares et de parcs font partie intégrante de la production urbaine afin de compenser les effets de la concentration des activités. Ces modalités techniques ne sont qu'une première dimension de l'urbanisme. En effet, encore faut-il les utiliser selon les contextes sociaux, temporels et spatiaux propres à chaque site. L'urbanisme, c'est aussi et surtout deux autres finalités. D'abord, il vise à articuler les unités et les éléments constitutifs de la ville pour créer des ensembles cohérents aux différentes échelles urbaines, depuis le voisinage jusqu'à l'agglomération, et en relations avec les campagnes et les forêts qui les entourent. La viabilité – pour ne pas dire l'habitabilité ou la durabilité – est autant fonctionnelle qu'esthétique et identitaire.

En ce sens, l'urbanisme est rapproché du paysage bâti et naturel. L'urbanisme concerne donc tous les aspects de la volumétrie (flux de circulations, flux d'air, flux de liquides, les gabarits, la densité des échanges...) de la ville et l'articulation des parties depuis les immeubles et leurs activités, les rues et les quartiers jusqu'à la ville comprise sous ses formes nouvelles de la métropole¹. L'urbanisme se distingue de l'architecture au sens de la discipline centrée sur la production des immeubles et leurs abords en lien avec des exigences en termes de programmes, de solidités et d'esthétiques. La troisième dimension spécifique de l'urbanisme est la capacité à créer une plus-value dans l'effet de la proximité ou de la mise à distance. Les géographes et les sociologues ont clairement détaillé ces effets d'agglomération que l'on retrouve notamment au travers des quartiers spécifiques sur le plan commercial ou ethnique. La proximité n'est pas de facto créatrice d'effets positifs car elle peut a contrario engendrer nombre d'effets négatifs. Ces démarches sont donc au cœur du métier de l'urbaniste.

L'urbanisme est à distinguer de l'aménagement du territoire. L'aménagement du territoire traite principalement de la question de la bonne localisation des activités les unes par rapport aux autres, mais aussi des contextes physiques et naturels de l'espace et des dynamiques temporelles. À la différence de l'urbanisme, cette question est traitée par l'outil cartographique et n'aborde pas la question de la troisième dimension. La question de la localisation fut trop longtemps associée à la planification par le zonage. Elle est aujourd'hui approchée non plus en isolant systématiquement les fonctions mais, au contraire, en travaillant la structure spatiale héritée et en l'adaptant, sur la base d'un projet territorial, en structure territoriale. Sans entrer dans les détails, l'aménagement du territoire n'est en soit pas une discipline car

1 - ASCHER F., *Métapolis, ou, l'Avenir des villes*, éditions Odile Jacob, 1995.



Orléans. Master Plan Eurogare, CREAT, 2014.

plus récente que l'urbanisme, elle s'appuie plus largement sur la géographie, l'agronomie, la sociologie, l'ingénierie des transports, l'économie... et, naturellement, l'urbanisme. Interdisciplinaire par essence, l'aménagement du territoire vise donc à étudier l'articulation des aires tant bâties que non bâties, des polarités ou des nœuds et des réseaux (axes de transports, couloirs écologiques...). L'approche contemporaine vise dès lors à comprendre la structure spatiale héritée et à en évaluer tant les performances que la souplesse d'adaptation aux mutations. Selon les orientations fixées par le développement territorial (voir ci-après), certains éléments de la structure ou la structure en elle-même, peut faire l'objet soit d'actions ponctuelles visant à la consolider, soit des actions plus fondamentales visant à la transformer en modifiant la trame viaire, en créant des nouveaux pôles, en réaffectant telle ou telle aire, soit enfin en en protégeant pour les maintenir en l'état. Ces deux dernières orientations appellent l'élaboration des plans ou des schémas de structure territoriaux qui définissent les lignes directrices sur lesquelles les projets d'urbanisme ou les projets de paysages pourront s'exprimer. En retour, l'aménagement du territoire doit périodiquement questionner ces évolutions de la structure. En ce sens, la structure n'est pas une finalité en soit, elle est un guide à l'action publique et privée. Enfin, le développement territorial s'est progressivement imposé ces dernières années. Essentiellement interdisciplinaire, il ne remplace en rien l'aménagement du territoire ni même l'urbanisme. Son émergence depuis les années quatre-vingt ou nonante se justifie par les interrogations sur la gouvernance et le devenir des territoires. En d'autres termes, par le passé, ces questions étaient occultées ou prises en charge par les princes ou les grands décideurs publics ou privés. Depuis les luttes

urbaines mais aussi les luttes pour le monde rural, la question du développement au sens des choix de sociétés est posée. Le développement territorial vise dès lors pour une collectivité à s'interroger sur son devenir afin de mobiliser les ressources locales et extra locales. Faut-il exploiter les ressources naturelles, comment produire de l'énergie, comment valoriser la position géostratégique, faut-il renforcer la création culturelle... bref, autant d'éléments qui fondent aujourd'hui les questions du développement durable.

L'université se doit de contribuer à la recherche dans ces quatre domaines de l'organisation et de la production de l'habiter et plus largement des territoires. Or, il faut constater qu'en l'absence d'une discipline reconnue, les fonds de recherches sont rares et généralement intimement liés à la commande publique de plus en plus pauvre. Dans ce contexte, le CREAT s'est recentré sur les trois axes de l'urbanisme et des paysages, de la structure territoriale et du développement territorial en menant des recherches actions au sens de recherche en lien avec la demande et la pratique des acteurs des territoires. Trop souvent comprises comme une expertise, il s'agit pleinement d'une recherche scientifique. Elle repose en effet sur le postulat que c'est des expériences que naissent les méthodes voire les théories et que c'est de la confrontation des terrains qu'apparaissent les innovations. L'objectif n'est pas de réitérer et de systématiser les méthodes pour tendre à la production de résultats. Au contraire notre métier de chercheurs vise à confronter la pratique à un contexte géographique et humain sans cesse différent et en évolution permanente, pour dégager des enseignements pour la formation et pour les gestionnaires des territoires. Telles sont nos missions.

Le dess(e)in de la ville. De la carte au plan

Frédéric Andrieux et Bernard Declève

"En cet empire, l'Art de la Cartographie fut poussé à une telle Perfection que la Carte d'une seule Province occupait toute une ville et la Carte de l'Empire toute une Province. Avec le temps, ces Cartes Démensurées cessèrent de donner satisfaction et les Collèges de Cartographes levèrent une Carte de l'Empire, qui avait le Format de l'Empire et qui coïncidait avec lui, point par point. Moins passionnées pour l'Étude de la Cartographie, les Générations Suivantes réfléchirent que cette Carte dilatée était inutile et, non sans impiété, elles l'abandonnèrent à l'Inclémence du Soleil et des Hivers."

Borges J.-L., "De la rigueur de la science", Histoire universelle de l'infamie/Histoire de l'éternité, Paris, Union générale d'éditions, 1951.

Atelier

L'atelier met à l'œuvre un dialogue entre les étudiants et la Ville. Les étudiants s'y voient plongés dans une dimension du projet élargie au paysage et au territoire. Cet élargissement les oblige à problématiser autrement la question des échelles, des méthodes et des compétences du projet ; et à aborder d'une manière souvent inédite pour eux la description des établissements humains. Dans l'atelier, la ville et ses représentations sont mises en œuvre par deux versants complémentaires: les étudiants composent d'une part le récit d'un possible état de la ville conjugué au futur et mis au format d'un "plan guide" maniable des lieux et des hypothèses de projets d'architecture ; et d'autre part ils dessinent des projets situés qui mettront le plan guide à l'épreuve. Chaque année, la trame du récit est dictée par un thème fondé lui-même sur une géographie singulière qu'il importe de découvrir (les écoles dans la ville, le système Senne-canal, etc.).

La superposition des approches par le dessin déploie une lecture physique et temporelle de la Ville jusqu'au scénario urbain, au plan masse, puis au projet d'architecture. Et retour.

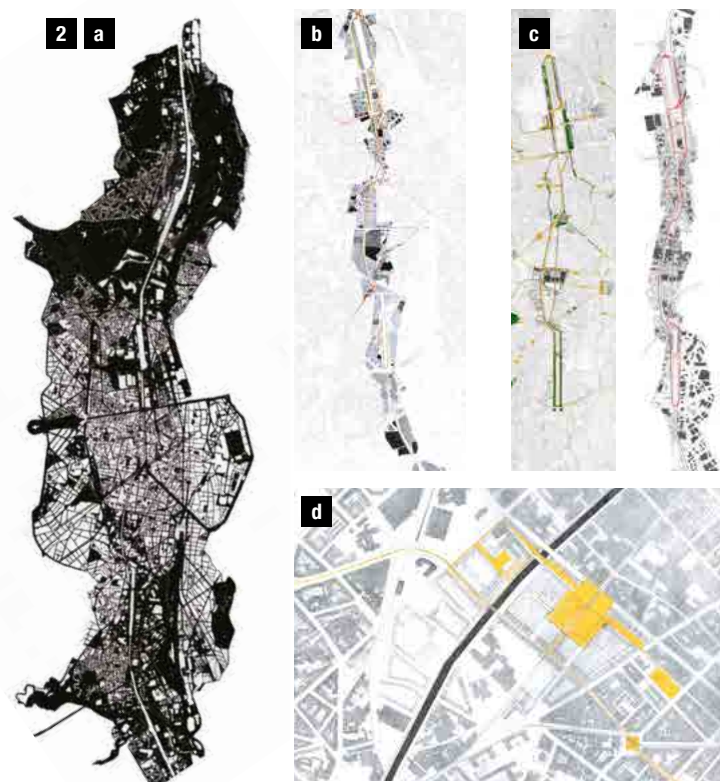
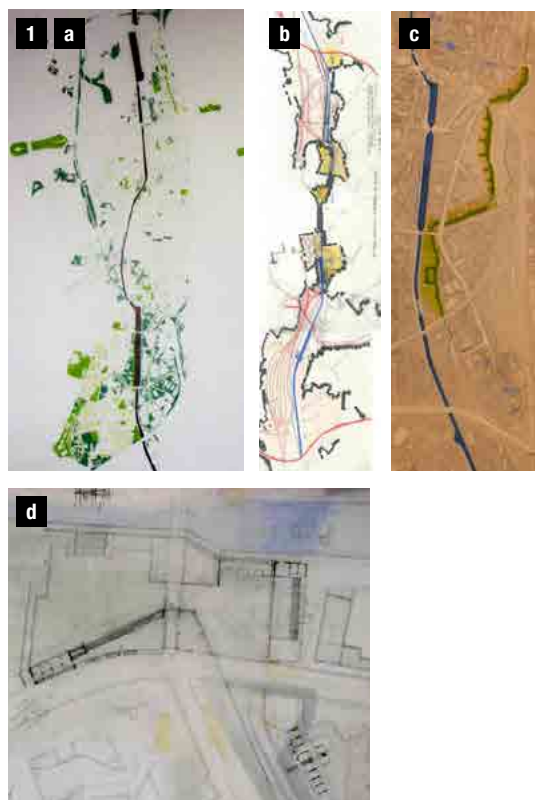
Ni les questions, ni le projet ne sont donnés au départ. Le dessin doit les identifier. Les conditions du projet urbain se donnent à voir au fil des explorations graphiques et d'un travail de tissage et de superpositions entre les échelles et les représentations. Le dessin révèle les traces physiques des structures sociétales déterminant l'habitabilité de la Ville : le foncier par exemple, né de l'eau et des plis du sol ou de la seule règle, qui grave dans la matrice urbaine des murs, des haies, des alignements, des natures de sol, des articulations avec les réseaux de l'eau et du mouvement des hommes, et finalement des formes urbaines dont

il faut interroger la nature et le type. Une série de doublets conceptuels président à ces explorations et à ces mises en place par le dessin : vide-plein, plats-pentes, lumière-ombre, lieu-déplacement, public-privé, ouvert-enclos, règle-exception, bien commun-intérêt particulier, représentation-réalité, pouvoir-liberté, économie-commerce...

L'exploration graphique n'est pas facile : des lieux peu familiers, des structures voilées demandent à être identifiés. Le dessin les fixe un temps ; il trace les limites et les seuils de ce qui diffère, le même et l'autre, l'ici et l'ailleurs qui n'est peut-être qu'à quelques mètres ; le projet composera ensuite leur commerce, inscrivant des géométries partielles dans l'espace potentiel de la ville représentée par le plan.

Utopie géographique vs utopie de l'habiter

Beaucoup de dessins produits dans l'atelier se caractérisent par une forte dimension d'abstraction. Cette abstraction revendiquée est cependant tout le contraire de l'abstraction produite par la manipulation des données *géospatialisées*. Aujourd'hui, les technologies de l'information ont ce pouvoir de nous projeter dans un continuum de représentations spatiales dont la prolifération et la continuité reposent sur une technologique qui semble affranchir la pensée de l'obligation de se fonder sur une structure identifiable par les pratiques et les rituels de l'habiter. La manipulation des données engendre le risque de transformer l'habitation des lieux en un concept purement statistique et fonctionnel ; et de réduire la ville aux deux dimensions de la carte.



Dessins

L'abstraction recherchée dans l'atelier participe d'une tout autre logique: elle est une revendication de la liberté de penser indispensable à l'identification des structures topologiques. À l'inverse de la modélisation résultante du seul croisement de données statistiques, la représentation se fonde ici sur une exploration libre, mais très concrète, de l'espace et de ses usages. Le dessin permet de révéler ou d'interroger la dimension spatiale des phénomènes, de décrire la morphogenèse des structures et des lieux ; d'en évaluer les potentiels ; et de projeter sur ce fond un devenir possible de la ville et des lieux choisis pour sites de projets.

Tout le projet de l'atelier est dans ce postulat : apprendre à comprendre la ville par le dessin, à la penser avec le crayon. L'abstraction du dessin devient, dans cette perspective, une manière d'habiter la ville, d'en imprimer les rites et les représentations dans notre conscience ; d'en expérimenter les échelles et leur jeu ; d'en reconnaître les logiques et les tensions qui les animent : anthropologiques, écologiques, technologiques. Les compositions projetées font émerger des géométries calmes qui transcendent le bruit formel des villes, contrairement à la précision supposée à laquelle l'écran numérique nous contraint, obligée de faire avec ce bruit.

Il est probable que le dessin manuel synthétise les possibles par une vision élargie, d'un seul jet, des configurations territoriales. La mission de chaque grand dessin est de transformer en structures ces déterminations de la ville que sont la topographie, l'eau, les densités, l'histoire, les mouvements. Au fil des recherches, les superpositions de calques ouvrent des pistes, révèlent du sens, construisent ce qui devient les hypothèses de projet. Le dessin se déploie encore et toujours au travers de nos intentions. Les questions posées à la Ville inventent leurs stratégies graphiques.

La raison du dessin n'est pas postulée. C'est elle l'objet de la recherche. Le dessin de la Ville est la table d'orientation de son habitation et de son dessein.

La tâche est lourde mais repose sur des actes simples : arpenter, voir, parler, écouter, lire, dessiner, douter... habiter finalement.

Les grandes cartes et les plans donnent des consignes précises, les longueurs, les largeurs et hauteurs. Mais la pluie et les vents continuent à battre la Ville¹. Les consignes s'effacent chaque matin.

1 *Les parcs bleus*
M. KHELDOUNI, V. LYMAR,
C. DOSSIN

a/ Sols perméables
b/ Plans guides

c/ Les parcs bleus
d/ Les parcs bleus architectures

2 *Le canal et le tram*
F. CORTES PONS, E. FLEMAL,
M. GUISSSET, M. TEATE

a/ Pleins/vides
b/ Sols du canal

c/ Anderlecht: les abattoirs et
Birmingham
d/ Le tram: plan masse

1 - Eco voyait la carte à l'échelle de la Ville "faire écran entre le territoire et les rayons solaires ou les précipitations atmosphériques." ECO U., 1988 op cit, p. 9. et c'est proche de ce que nous espérons de l'usage de la carte totale qui fonde l'édification de la Ville telle que nous la pratiquons ou presque.

Slow Valleys

Des projets durables ancrés dans le territoire, à la rencontre des enjeux métropolitains et locaux

Barbara Le Fort



Les étudiants du MASTER complémentaire en urbanisme et développement territorial (URBALO-CI-LLN) ont tenté de définir des structures territoriales porteuses d'un développement durable de la communauté métropolitaine de Bruxelles et des deux Brabants.

1 LOCI-LLN, 1 juin 2015 /
Présentation publique, en prolongement du jury des enseignants.
Photo : Barbara Le Fort

2 Salle du Conseil à Genappe, 19 juin 2015 / Présentation et exposition des travaux devant les acteurs locaux.
Photo : Tania Vandamme.

1 - Encadré par les professeurs Bernard Declève, Francis Haumont et Jean-Pol Van Reybroeck, assistés de Barbara Le Fort

2 - Voir master URBA 2015, *Slow Valleys. Définition des structures territoriales porteuses d'un développement durable de la communauté métropolitaine de Bruxelles et des deux Brabants*, Note de présentation du cours-atelier d'urbanisme opérationnel, LLN (document interne)

3 - Tjallingii Sybrand, (1996), *Ecopolis, strategies for ecologically sound urban development*. Backhuys Publ. Leiden, 159p. ; Tjallingii, S. (2015), *Planning with water and traffic networks. Carrying structures of the urban landscape*. Research In Urbanism Series, 3(1), 57-80. doi:10.7480/rius.3.832

4 - En partenariat avec l'IBW / Intercommunale du Brabant Wallon et les communes de Genappe, Court-Saint-Étienne et Ottignies-Louvain-la-Neuve.

5 - En partenariat avec le Metrolab BrabantSZenne et les communes de Tubize, Drogenbos et Anderlecht.

Le cours-atelier d'urbanisme opérationnel 2014-2015¹ s'inscrit dans une perspective de recherche-projet qui vise à élargir le concept de Slow City (culture de la lenteur et de la proximité et modèles participatifs de planification) à l'échelle de la métropole à vitesses multiples². L'hypothèse sur laquelle se fonde l'atelier est que vitesse et lenteur se combinent plus qu'elles ne s'opposent. Il explore le concept d'Ecopolis et la stratégie dite "des deux réseaux" développés par Sybrand Tjallingii³, une approche systémique et écologique du développement territorial structurée autour des réseaux d'eau et de mobilité.

Les vallées représentent dès lors des terrains d'études privilégiés : les vallées de la Dyle⁴ entre Wavre et Nivelles et la vallée de la Senne⁵, de sa source à son arrivée à Bruxelles, ont permis aux étudiants, rassemblés en trois groupes de travail multidisciplinaires, d'implémenter les trois enjeux du processus itératif de projet territorial : 1 / la définition d'une vision pour le territoire ; 2 / le choix d'une stratégie de développement de cette vision ; 3 / le développement d'un projet sur un site jugé prioritaire.

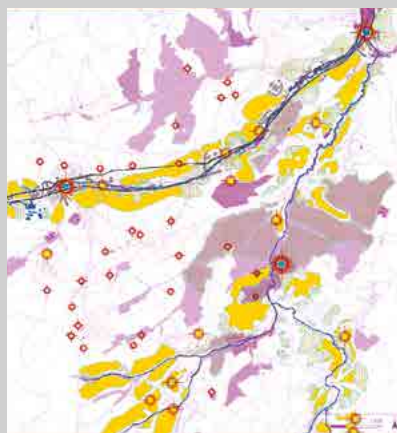
Les visites de site et les rencontres d'acteurs de terrain ont été les piliers d'un diagnostic territorial ancré dans les problématiques locales et s'inscrivant dans une perspective globale de développement métropolitain. Chaque groupe devait représenter sa vision, imaginer des scénarios de réalisation et choisir un site propice au développement d'un projet susceptible d'en initier ou d'en porter le développement.

Présentés aux acteurs de terrain sous forme de séminaires et d'une exposition itinérante, les projets ont largement dépassé leur statut de travaux d'étudiants. Les élus communaux ont notamment invité les étudiants à leur présenter leurs résultats afin d'alimenter la réflexion territoriale communale.

Vallées Thyle-Dyle : actions locales pour un court-circuit global

Le territoire formé par les vallées de la Thyle et de la Dyle possède des richesses agricoles et patrimoniales importantes à préserver. La rencontre de nombreux acteurs de terrain (associations, agriculteurs, commerçants et pouvoirs publics) à travers une méthodologie de cartographie participative, a permis de mettre en avant l'agriculture durable comme levier de changement (gestion de la terre, de l'eau et de la mobilité et mise en place de circuits courts).

Le projet propose un plan-guide d'actions à mettre en place à l'échelle des deux vallées et un projet architectural, urbanistique et paysager à Genappe sur le site du parc de la Dyle. Ce dernier est couplé à un système d'économie circulaire et de transport doux, avec la participation d'associations citoyennes et la mise en place d'une coopérative d'agriculteurs. Une halle de vente de produits locaux en est le point phare, et participe à la revitalisation du centre de Genappe.



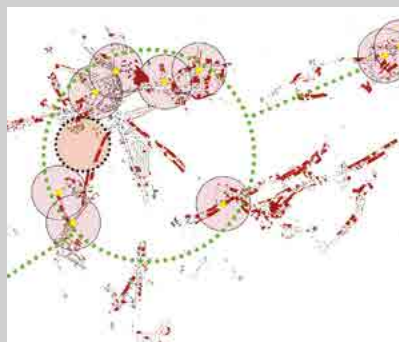
Celia Gilet (arch.), Alice Renquet (géo.), Julien Terrasi (Inr.-arch.), Tania Vandamme (Inr.-arch.)



Les écoles : vectrices de (re)structuration de la vallée de la Dyle ?

Depuis les années 1970, sous l'influence de la métropole bruxelloise, la commune de Genappe connaît une croissance démographique qui entraîne des besoins en logements et en places dans les écoles ; et qui provoque de la congestion liée aux déplacements automobiles et à l'étalement urbain.

À partir de ce double constat, le projet propose de considérer les écoles comme cœurs de nouvelles centralités urbaines à densifier et de créer un réseau de mobilité douce qui relie les écoles, le centre-ville de Genappe et les noyaux villageois via les anciens chemins vicinaux et le RAVeL le long de la Dyle. Cette stratégie se concrétise en un projet urbain dense autour d'une nouvelle école secondaire sur le site des Sucreries de Genappe, une friche industrielle à réaménager.



Pauline Baeck (arch.), Vinciane Blöme-ling (géo.) et Coralie Debois (arch.)

Hybrid Park Catala : la rencontre de la trame verte-bleue et de l'industrie

La vallée de la Senne entre Tubize et Anderlecht concentre des noyaux d'habitats polycentriques et des zones industrielles linéaires tournant le dos à la Senne et au Canal de Bruxelles. Cette vallée industrielle manque d'espaces verts. Le projet propose d'inverser la tendance en reprenant le concept de vallée verte et en tournant vers elle industries et logements.

Le site industriel de Catala (Drogenbos) y est une zone pivot, proche de zones d'habitat, d'industries et de différents espaces verts. Il est enclavé entre le Ring à l'ouest et la Senne qui l'entoure à l'est. Un parc d'activité hybride est dès lors proposé. Plusieurs fonctions (industries, ateliers, services, logements) s'y implantent dans un parc paysager créant des liaisons avec les espaces verts et les quartiers adjacents.



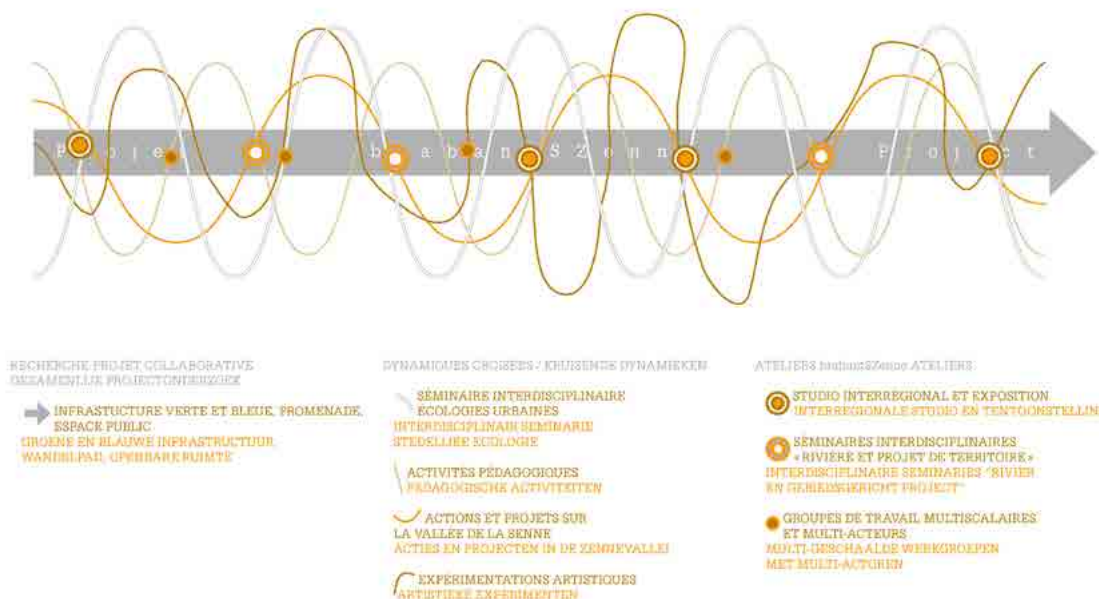
Khaled Amcha (arch.), Anne Capel (archéo.), Henri Catteau (pays.) et Cathleen Ribesse (psy.)

3 LOCI-BXL, 23 juin 2015 /
Exposition des travaux dans le cadre
du studio interrégional associé au
METROLAB BrabantZenme.
Photo : Barbara Le Fort

En thèse et/ou sur le terrain ?

L'expérience du Metrolab brabantSZenne

Roselyne de Lestrangé



Pour qui avait des doutes à ce sujet, l'édito de ce numéro lève toute ambiguïté : définir l'urbanisme ne coule pas (plus ?) de source. Les doctorants urbanistes de la Faculté avaient tenté cet exercice pour la journée de la recherche 2012, proposant l'idée d'un bricolage conceptuel transdisciplinaire, situé entre la recherche et l'action, et ayant pour objectif de décrire – entre lecture et écriture – un sens dans le système complexe des relations espace-société¹.

C'est dans ce cadre de pensée qu'est conçu le *Metrolab brabantSZenne*. Financé par Innoviris sur deux ans (2014-2015), il naît comme recherche empirique de ma thèse dont il dépasse rapidement le cadre, acquérant sa propre dynamique. Dirigé par Bernard Declève il est animé par Julie Deneff et moi-même.

La thèse aborde la problématique de la déconnexion paysagère souvent observée dans les territoires métropolitains, c'est-à-dire la rupture du lien systémique entre la production du territoire et les ressources du milieu ambiant. Elle fait l'hypothèse qu'une stratégie opératoire de reconnexion consiste à placer des infrastructures vertes au cœur de la production territoriale, notamment via des démarches de type contrats. *Le Metrolab brabantSZenne* teste cette hypothèse sur le territoire métropolitain bruxellois.

Un nom pour une méthode, un prénom pour un territoire.

La recherche est conçue comme un *living lab*, qui mobilise étudiants, chercheurs, acteurs publics, privés et associatifs, pour co-construire progressivement le projet. *Metrolab* est un *living lab métropolitain*.

BrabantSZenne évoque le terrain de recherche. La commande d'Innoviris inter-

vient dans le contexte de la création de la Communauté Métropolitaine Bruxelloise. Sur ce territoire défini par les deux Brabants et Bruxelles, le Metrolab teste une stratégie de collaboration interrégionale dans les domaines de l'aménagement et de l'environnement. La vallée de la Senne est choisie plus spécifiquement comme domaine de projet : berceau de Bruxelles, c'est aussi la seule rivière traversant les trois régions concernées par la CMB. Les risques d'inondations, la concomitance des enjeux de développement naturel, économique et résidentiel de ce territoire sont des facteurs qui y justifient l'approche intégrée d'une infrastructure verte.

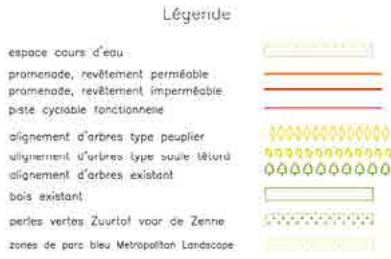
L'image du *collier de perles* illustre notre vision de ce programme. Deux fils s'entrecroisent, celui du corridor écologique, la *rivière* et ses abords restaurés, et celui de l'espace public et de mobilité active, la promenade. Les perles du collier sont des initiatives locales de valorisation du patrimoine territorial que l'espace public de la *promenade* vient chercher pour les connecter entre elles. L'infrastructure verte est envisagée comme un connecteur métropolitain.

La première tâche consiste à identifier un réseau de *métrolaborantins*. Nous nous appuyons pour cela sur les collaborations déjà établies avec les acteurs publics et associatifs de la vallée dans le cadre du MASTER Complémentaire en urbanisme de notre Faculté. Ensuite le processus de co-construction du projet se déroule en deux temps : cartographie et esquisses, puis projets pilotes.

Entre négociations et jeu du puzzle, la construction des cartes a été le premier moyen d'objectiver la déconnexion entre territoires et domaines de gestion. Elle a aussi confirmé la formidable opportunité

1 - DE LESTRANGÉ R., *Les lieux communs de la recherche sur forme et production des territoires de l'habiter* in Mesurer nos potentiels, ouvrir nos possibles, LOCI, UCL, 2012

2 - Institut Bruxellois pour la recherche et l'innovation.



de structuration spatiale que sont les cours d'eau.

L'esquisse des fils – tracé de promenade et séquences de restauration de la Senne – est menée au moyen d'entretiens individuels auprès des partenaires, et avec la collaboration d'étudiants stagiaires. Le défi majeur est d'inscrire légitimement le projet dans un territoire déjà saturé en la matière. S'intégrer dans, intégrer, ou prendre en compte les processus en cours se révèle être un exercice de funambule. L'image du collier prend là son sens métaphorique, tissant des fils entre théorie et pratique, territoires, échelles, stratégies d'acteurs ou problématiques d'aménagement.

En septembre 2014, un studio réunit sur trois jours une centaine de participants. Il permet d'affiner les hypothèses de projet et de conforter le réseau de partenaires, premier pas vers l'identification d'une maîtrise d'ouvrage. Julie Denef a été la cheville ouvrière de ce travail de tissage rendu très délicat par le contexte politique tendu sur la question métropolitaine.

L'étape suivante teste la transcalarité du projet (pertinence à l'échelle locale et métropolitaine). Dans chaque Région, un groupe de travail incluant des étudiants participe à l'élaboration d'une charte paysagère commune et développe un projet pilote. Les sites à Tubize, Drogenbos et Anderlecht sont choisis pour leur représentativité des problématiques environnementales et urbaines de la vallée. Au cours de ce processus naît l'idée de monter une action pilote permettant de préfigurer la spatialité du projet *brabantSenne* : l'action *1000 arbres pour la Senne*. Prévoyant la restauration d'une continuité verte entre Rebecq et Anderlecht, elle s'inspire des plantations d'alignement qui soulignaient autrefois les cours d'eau et les chemins, et restent emblématiques des paysages de la vallée. Si elle est modeste, cette scénographie n'en est pas moins stratégique : elle permettrait au monde politique dont dépend la réalisation du projet d'en envisager la portée.

En juin, un deuxième studio interrégional permet d'opérer une synthèse des travaux. Les participants y confirment à l'unanimité leur engagement dans la démarche, une hypothèse de tracé et un souhait collectif de voir se concrétiser le projet.

En juin également, le Metrolab s'est vu attribuer le prix de la fondation Leleux, ce qui constitue un encouragement précieux au moment où il s'agit de permettre à la dynamique de passer du stade de la recherche préalable à celui de l'expérimentation. Jusqu'ici, on peut considérer que la mission des chercheurs financés par Innoviris a été de révéler une problématique territoriale dans sa dimension métropolitaine et de faire exister un lieu d'échanges doté d'une certaine attraction. Pour interroger le territoire, les chercheurs et les étudiants impliqués dans la démarche ont utilisé les outils à leur disposition : l'échange avec les acteurs, la réalisation de cartes, l'appropriation des systèmes d'information géographique, le dessin de projet. Le cycle de financement Innoviris se clôture fin décembre ; il s'agit d'ici là de mettre en place l'action 1000 arbres, conçue comme un test en vraie grandeur d'une gouvernance de projet inclusive et métropolitaine. Comment, dans ce passage à l'acte, évolue la question de la place du chercheur – et de l'université – par rapport au système d'action ?

À ce stade, notre hypothèse est que la fonction d'animation et de coordination devrait transiter de l'université vers une association légitimée dans les trois régions traversées par la vallée ; et que l'équipe de recherche pourrait tenir le crayon – ou plutôt les crayons. Celui, technique, qui conçoit et dessine des dispositifs de plantations appropriés ; celui du chroniqueur qui fait le récit – au passé, au présent et au futur – de la nouvelle épaisseur territoriale en train de se produire et sur laquelle pourrait se fonder une maîtrise d'ouvrage métropolitaine. Et enfin celui, plus académique, de la thèse qui a fait naître la question et doit maintenant l'instruire.

(D)écrire le territoire en trois dimensions, un métier passionnant... mais pas simple. à suivre, en tout cas.

Vers une anthropocène soutenable et désirable : le logement collectif comme cheval de Troie

Gilles Debrun

Face à la marche parfois absurde du monde et dans un contexte territorial belge chaotique, quelle orientation donner à son action ? Quelles valeurs porter ?

Comme l'essayiste français Albert Jacquard, nous pensons que ce n'est pas la planète mais bien l'humanité qu'il faut sauver. Cela fait plus de 40 ans que nous le savons. L'homme n'est pas à côté ou au-dessus de l'environnement, il est la partie prenante majeure de l'écosystème terrestre et il doit gouverner ses actions avec cette conscience. Il s'agit donc tout d'abord pour nous, architectes, de construire en permanence une vision complexe capable de conjuguer les enjeux planétaires, régionaux et locaux. Non pas un manifeste figé, mais bien une recherche-action inscrite dans un cadre théorique qui évolue constamment.

À travers le prisme du logement collectif, le texte qui suit est un instantané partiel de la construction de ce cadre et un regard critique sur notre pays, la Belgique.

Le pays le plus laid du monde

Nous travaillons principalement en Belgique, petit pays dont le paysage plat offre peu de résistance aux établissements humains. Une grande partie de notre territoire est artificialisé, s'urbanise de manière anarchique et produit une version assez extrémiste du concept d'anthropocène.

La Belgique n'a pas le monopole de la ville diffuse mais ce phénomène – et ses deux mamelles inséparables que sont le mythe de la villa quatre façades cosmocentrique et l'addiction viscérale à l'automobile – s'exprime néanmoins chez nous avec une virulence inégalée. Les photos aériennes nocturnes de l'Europe sont à ce propos édifiantes... L'architecture ne peut pourtant être de qualité que si elle s'inscrit dans une vision ter-

ritoriale soutenable. Trop d'architectes, complices des souhaits individualistes du belge lambda, font confortablement l'impasse sur ce prérequis. Pour lutter contre cette apathie générale, il nous faut mettre en place des pratiques puissantes de désenvoûtement. Dans une posture consciente d'idéaliste naïf et pour tenter modestement de faire évoluer le monde, nous souhaitons susciter des prises de conscience et des adhésions sans contrainte. Il s'agit de donner envie par l'exemple et de provoquer des changements volontaires de comportements. Nous souhaitons que notre recherche-action propose, de manière à la fois non complaisante et réaliste, des pistes de mise en transition de l'existant, des alternatives inventives et enthousiasmantes !

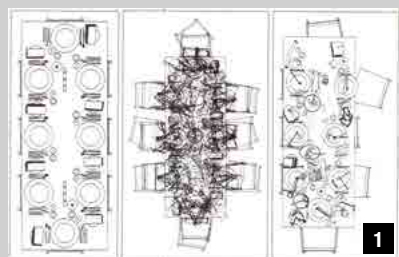
La ville désirable et l'hospitalité

Philippe Madec affirme qu'il est possible de "passer à un langage de la délectation, sans pour autant oublier celui de l'urgence et de la nécessité" et que "la ville durable n'est pas seulement indispensable, mais également jubilatoire". Il nous apparaît comme une évidence que pour convaincre, il faut travailler à rendre de la ville durable désirable, que ce soit dans ses parties denses ou dans ses parties diffuses.

Un angle d'attaque particulièrement porteur est de partir du postulat que la ville doit être enfants admis. Nous devons penser la ville comme une société de lieux où le jeu n'est pas cantonné dans des réserves d'indiens grillagées, mais retrouve sa spontanéité et peut occuper de manière imprévue l'espace public. C'est pourquoi nous accordons une grande attention à l'appropriabilité de nos projets par l'enfant (Savonnerie

"Les quatre phases du processus de disparition des civilisations sont : l'incapacité de prévoir la crise, l'incapacité d'identifier les premiers signes, ne pas réussir à s'entendre sur ce qu'il faut faire et ne pas réussir les actions qu'on a décidé d'entreprendre."

Jared Diamond, *Effondrement. Comment les sociétés décident de leur disparition ou de leur survie*, Gallimard, Paris, 2006.



1 Increasing disorder in a dining table by Sarah Wigglesworth and Jeremy Till

2 2-Potager Collectif.Savonnerie Heymans-by MDW architecture-2013



"Rien n'est indifférent, rien n'est impuissant dans l'univers ; un atome peut tout dissoudre, un atome peut tout sauver."

Gérald de Nerval, *Aurelia ou le rêve et la vie*, Victor Lecou, Paris, 1855.

Heymans, Bruxelles, 2011). Le jeu de l'enfant qui, souvent, précède et encourage l'appropriation d'un lieu par l'adulte, est pour nous une sorte de mètre étalon de la réussite d'un projet, d'un quartier, d'une ville. Cela induit notamment une réévaluation profonde de la place de l'automobile dans la ville afin d'augmenter drastiquement les zones apaisées. Cela implique également pour les architectes une capacité fine à travailler sur des vides hospitaliers, des épaisseurs impensées et transformables.

La ville désirable et la nature urbaine

Selon Henri Lefebvre, l'homme "naît de la nature, en sort et se retourne contre elle jusqu'au pénible résultat auquel nous assistons". La qualité de la présence de la nature en ville est fondamentale si on veut donner envie. Pour que la ville constituée et dense puisse concourir face aux lotissements, elle doit offrir des agréments urbains équivalents ou supérieurs à ceux dont rêvent les personnes qui habitent la ville diffuse. Dès lors, pourquoi la ville ne pourrait-elle pas devenir une réserve semi-naturelle habitée qui offre des corridors écologiques continus, de la ville à la campagne ? Il ne s'agit pas de rédemption mais bien de tendre vers une nature urbaine maillée, écologiquement riche et appropriable socialement.

De la nécessité d'être un triathlète

Paola Vigano ou Philippe Madec, par exemple, sont à la fois des praticiens intensifs et de haut niveau, des théoriciens en perpétuel questionnement et des en-

seignants aux pédagogies innovantes. Chacun de ces trois pôles nourrit l'autre dans une circularité et une réflexivité permanente. Nous souhaitons tendre vers ce modèle transversale et renforcer notre production idéale.

Pour cela, dans une première étape rendue possible grâce à la bourse Leleux 2015, nous allons orienter nos recherches vers l'étude des dispositifs architecturaux et non-architecturaux qui aident l'architecture à soutenir de l'usage, de l'appropriation, du vivre ensemble. Au sein d'une équipe mixte d'architectes (Gérald Ledet et moi) et de socio-anthropologues (Chloé Salembier et Damien Vanneste) et à travers différentes études de cas, nous questionnerons les enjeux de la soutenabilité dans le logement collectif, notamment à travers les piliers sociaux et culturels.

Comment, après quelques années, sont réellement vécus des projets jugés innovants et exemplaires lors de leur livraison ? Les outils et les méthodes propres aux sciences sociales et à l'architecture seront mobilisés pour accéder aux réalités quotidiennes des habitants des logements collectifs. Nous mettrons en dialogue les projets et les discours des concepteurs avec ceux des habitants pour envisager des réflexions quant aux écarts et aux parentés qui peuvent exister entre les visions projetées des architectes et les réalités vécues des espaces habités.

Au travers de cette recherche, nous souhaitons proposer une méthodologie pour l'évaluation après réception de projets de logements collectifs. Ces réflexions permettront d'améliorer les processus de mise en place de futurs programmes en assouplissant éventuellement certaines normes et en proposant des pistes de réflexion quant aux enjeux futurs des projets d'habitat collectifs.

"L'essentiel ne sera pas une révolution formelle, mais une métamorphose de l'intérieur basée sur un changement radical des modes de vie. Chaque action, quelle que soit l'échelle où elle est menée, participe à une refondation des lieux et des sociétés où elle se déroule".

Philippe Madec,
"Introduction à la Réhabilitation Urbaine Ecoresponsable",
www.philippemadec.eu, 2011



3



4

"Pourquoi le logement social n'est pas hospitalier ? Parce que c'est le seul bâtiment dans l'histoire de l'architecture qui interdit à l'usager de le transformer, puisqu'il doit être rendu dans l'état d'origine. C'est un négationnisme en architecture. Tout ce qui est la vie, l'apport des cultures à la vie courante, n'est pas pris en compte."

Patrick Bouchain, "L'onde doit partir de l'Atelier électrique",
La Voix du Nord, 08/12/2008

3 3-Incremental Housing Before-by
Elemental-Cbili-2004

4 4-Incremental Housing After-by
Elemental-Cbili-2004

TRANSVERSAL

Processus participatif pour l'aménagement du territoire
à San Pedro de Lloc et Huamachuco, Pérou

Marta Vilela
et Graciela Fernández de Córdoba

L'article qui suit retrace une expérience en cours dans quatre villes du Pérou, dans le cadre d'un projet de coopération universitaire entre les universités francophones de Belgique et la faculté d'architecture de l'Université Pontificale Catholique du Pérou (PUCP) à Lima. Le projet "Transversal, actions d'intégration dans le territoire péruvien" (2011-2016) est cofinancé par la Commission de la Coopération pour le Développement du Gouvernement de Belgique de l'ARES et par la PUCP. Il finance deux recherches par le projet, dont celle qui fait l'objet de l'article, et deux thèses de doctorats.

Le développement des activités universitaires et de recherche, ainsi que la production de plans et de projets recourant à une méthodologie participative représente un enjeu particulièrement motivant pour l'équipe multidisciplinaire de professeurs, chercheurs, étudiants nationaux et étrangers de la PUCP. La méthodologie participative constitue l'axe à partir duquel s'organise le projet de recherche-action *Transversal*, dont l'objet principal est de contribuer à l'aménagement territorial des villes intermédiaires. Notre article rend compte de deux expériences menées dans la région de La Libertad : dans la petite ville côtière de San Pedro de Lloc (SPLL), et à Huamachuco (HCHCO), petite ville minière située plus haut dans les Andes. Malgré leurs caractéristiques territoriales et socioéconomiques différentes, ces deux villes assument une fonction d'intermédiaire urbain/rural par rapport au réseau de villes qui les entoure. Un premier objet de la recherche vise à comprendre et à représenter ce qui définit cette fonction (fig. 1).

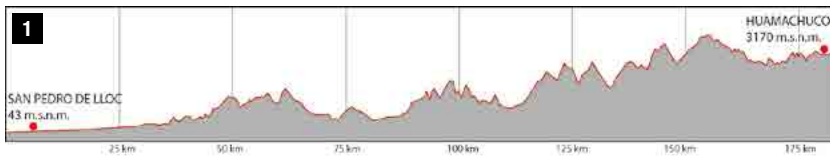
Le fil conducteur méthodologique du projet réside dans une série de sept ateliers participatifs où ont été invités à participer des acteurs de la société civile (habitants, étudiants, leaders de quartier) et des acteurs publics (fonctionnaires et autorités politiques des municipalités provinciales de Pacasmayo pour SPLL et de Sánchez Carrión pour Huamachuco). Cet ensemble des acteurs ont participé activement et continuellement aux sept ateliers, au cours desquels l'équipe de la PUCP a joué un rôle de conseil et de formateur (fig. 2). Il est à noter que dans le contexte local, la réunion de ces trois acteurs dans une même dynamique participative constituait une vraie innovation.

Le premier atelier participatif avait pour but de préciser les grandes orientations du projet *Transversal*, de manière à lui permettre de se développer en accord avec des besoins réels de la population sur son territoire. L'équipe de la PUCP a conçu un dispositif d'animation et de recherche articulant deux dimensions (pédagogique et stratégique) et fondé sur une séquence de cours et d'ateliers thématiques. Il s'agissait d'une part de

comprendre le territoire et d'autre part de fournir à la gestion locale l'information nécessaire, pour ensuite renforcer une capacité collective de dégager une stratégie globale de projet territorial et de développer des projets cohérents par rapports à celle-ci. La coproduction d'informations au sein de ces ateliers a constitué un support essentiel pour de nombreuses activités universitaires : cours du Séminaire d'Urbanisme 2, cours pratique de Travail de Terrain, recherches, thèses, projets architecturaux et urbains et enfin plans d'urbanisme.

Nous parlerons plus particulièrement du cours d'urbanisme 2, orienté sur l'aménagement des espaces publics urbains, qui intègre dans ses objectifs universitaires le fait de plonger les étudiants dans une application réelle où ils vivent la participation des différents acteurs tout au long du processus et dans les différentes temporalités du projet urbain (fig. 3). Ainsi, afin de palier à la longueur et l'opacité du processus administratif et du montage des projets d'aménagement, des actions stratégiques à court et moyen termes ont été menées avec les différents acteurs pour commencer à faire exister le projet dans la réalité: diagnostic en marchant, dessin participatif, plantation d'arbres fruitiers.

Cette approche collaborative du projet constituait une innovation tant pour les résidents que pour les responsables de la gestion publique. Elle a favorisé l'apprentissage mutuel et l'instauration d'un processus de partage de la décision. Elle a permis aussi de donner plus de clarté et de précisions aux critères auxquels devaient répondre la conception des espaces publics, tant au niveau de la programmation générale qu'à celui des principes de dessin. Parmi les critères mis en discussion dans les ateliers on peut citer: articulation avec la ville, flux et usage des piétons, principe paysagers et adaptation au climat. Ces critères seront par la suite incorporés dans l'élaboration des projets des communes. La méthodologie a permis l'élaboration de projets urbains partagés afin de créer des lieux de rencontre pour tous, une réalité malheureusement trop rare dans le pays.



1 San Pedro de Lloc et Huamachuco, Région de La Libertad.

2 La stratégie mise en œuvre dans les ateliers

a/ Parcours urbain avec la diversité des acteurs. On reconnaît, questionne, collecte des informations et exprime l'existant et le désiré sur des fiches et dessins. à SPLL 2012

b/ La conception participative avec les acteurs locaux évalué le paysage. HCHCO, 2014

c/ Tables de travail, de réflexion et de systématisation HCHCO, 2014

d/ Plénière, débat et accords sur les espaces publics. Les résultats sont présentés par les participants SPLL 2015

3 La stratégie mise en œuvre dans les ateliers

a/ Évaluation de la chaussée, le trafic, le jardinage et l'éclairage public. Ceci reflète le degré aride du lieu SPLL 2013

b/ Endroit qui est dessiné SPLL 2013

c/ Tables de travail où on évalue l'évaluation des arbres, la couleur des façades et la signalisation routière SPLL, 2013

d/ Lieu d'intervention Jr. Tacna et parcours urbain avec les acteurs locaux SPLL, 2015

e/ Cabinet de travail étudiant et enseignant PUCP

f/ Bois existant N-S à l'entrée de la ville sont répliqué avec arbres fruitiers le long de caniveau formant une allée

Projet Jr Tacna, il est attendu comme dans l'immédiat exécuter le boisé, qui organise la circulation véhiculaire restreinte et protéger la circulation piétonne SPLL 2015

CORUM

Pour un urbanisme ouvert sur les mondes !

Aniss Mezoued

Le Collectif de Recherche pour un Urbanisme Ouvert sur les Mondes (CORUM) rassemble de jeunes chercheurs et praticiens issus d'horizons disciplinaires et géographiques divers qui ont comme point commun de s'intéresser au développement urbain des villes situées en dehors du "monde occidental".

CORUM est une initiative parrainée par l'APERAU¹ visant initialement à redynamiser la recherche francophone sur les villes du Sud d'une part, et à mettre en réseau les jeunes chercheurs d'autre part. C'est à Montréal en 2012 qu'une première rencontre a lieu entre douze chercheurs, dont quatre anciens doctorants de l'UCL-LOCI². Très vite, une série de questions ont été soulevées, principalement celle de la pertinence de la catégorisation "villes du Sud" pour désigner nos objets d'étude. De ces premières rencontres est née l'envie de faire de cette interrogation le fil conducteur d'une mobilisation collective de recherche. Le dispositif de celle-ci reste en construction, mais un manifeste, rédigé à la suite des rencontres de Montréal, en fonde la dynamique sur l'hypothèse suivante :

"L'évolution des dynamiques de production des villes depuis les années 1980 a fait exploser les dichotomies généralement utilisées pour distinguer les villes occidentales des villes non-occidentales (nord/sud ; développé/en développement ; formel/informel ; etc.). En ce sens, le CORUM part du principe qu'il n'y a pas de théories, méthodes et de techniques spécifiques pour l'étude de villes localisées en dehors du monde occidental. Le collectif considère que les villes, en tant que produits des activités humaines, partagent autant de caractéristiques communes que de différences, qui autorisent analogies, comparaisons et typologies émancipées de tout tropisme géographique"³

CORUM se construit également autour de la pluralité des points de vue et entend mettre en avant la diversité et les particularités des espaces urbains des villes "non-occidentales", autant celles des villes-centres et des grandes aires métropolitaines que celles des villes

plus petites ou périphériques, souvent reléguées au second plan des préoccupations urbanistiques.

Les villes étudiées par les membres actuels de CORUM sont : Alger et Oran en Algérie, Cochabamba et La Paz en Bolivie, Ouagadougou et Koudougou au Burkina Faso, Lima au Pérou, Ramallah en Palestine, Belo Horizonte au Brésil, Phnom Penh au Cambodge, Damas en Syrie, etc. Ils s'intéressent à des thématiques aussi variées que : la production de l'espace public et ses pratiques, la gestion foncière, l'articulation entre transport et urbanisme, la coproduction du territoire, l'agriculture urbaine, etc.

Le collectif a pour objectif d'être un lieu d'échange autour des recherches de chacun des membres de CORUM, mais aussi autour d'actions concrètes et collectives, favorisant le développement de connaissances et la construction de savoirs en urbanisme. Ces actions ne sont en aucun cas limitées et peuvent être déclinées en trois catégories :

- l'organisation de rencontres à caractère scientifique ;
- l'organisation d'ateliers urbanistiques ;
- la publication de documents (scientifiques ou non) rendant compte des réflexions et actions menées dans le cadre des activités du CORUM.

L'une des actions qui mobilisent actuellement une grande partie des membres de CORUM concerne l'exploration de nouvelles méthodes de recherche-action et de coproduction de la ville dans "Les Suds". Elle vise dans un premier temps à mobiliser annuellement, autour de rencontres scientifiques, des récits d'expériences innovantes et à les soumettre au débat. Ensuite, certains membres de CORUM tenteront de suivre des processus en marche tels que des ateliers participatifs, des workshops d'étudiants, etc. L'idée est d'observer diverses méthodes utilisées à différents endroits du monde et d'en faire l'évaluation. Enfin, CORUM souhaite organiser ses propres ateliers de coproduction de l'espace urbain. Le collectif souhaite développer des méthodes spécifiques et contextuelles en articulant entre recherche-action, pédagogie, médiation et expérimentation.

1 - Association pour la Promotion de l'Enseignement et de la Recherche en Aménagement et Urbanisme.

2 - ANAYA M., PhD LOCI-UCL 2013; CARTES LÉAL V., PhD LOCI-UCL 2015; DE MARCHI B., PhD LOCI-UCL 2014; MEZOUE A., PhD LOCI-UCL 2015.

2 - Manifeste du CORUM..

Le CORUM est ouvert à toute personne désirant participer à un projet en cours ou susceptible de proposer et de porter un projet correspondant aux préoccupations du collectif.

Pour toute information complémentaire, nous vous invitons à consulter notre page web: <http://www.aperau.org/recherche-2/jeunes-chercheurs.html>



*Alger, Ville du monde et lieux de rencontre et de tension entre des mondes. Le tramway comme outil de développement... mais de quels développements ?
Photo Aniss Mezoued, 2013.*

Faculté LOCI multi-sites, récit topique

Pierre Vandersraeten

La langue française a fait de 'topique' un mot dont le sens, si l'on fait abstraction de sa signification médicale, part du rapport au lieu pour désigner progressivement ce *qui convient parfaitement, qui se rapporte exactement au sujet dont on parle*¹. Bienheureuse coïncidence puisque le champ disciplinaire de notre faculté, l'habitat et l'habiter, la production et l'appropriation des lieux, se développe dans un contexte topique particulier, plusieurs sites facultaires, forme de déclinaison de ses propres préoccupations qui devrait être capable à elle seule de les nourrir. Vivre au quotidien, enseigner, mener des recherches, servir la société dans *une ville capitale, une ville nouvelle et une métropole transfrontalière*² aurait de quoi alimenter davantage de réflexions et de questions et offrir davantage d'opportunités que si cela avait lieu dans une seule et même ville. Le récit topique se transformera-t-il dès lors en récit utopique, eutopique, dystopique, pantopique, syntopique... ? La question est ouverte.

L'exercice que je me propose dans cette contribution envisage dès lors cette déclinaison comme une opportunité ouverte à de multiples scénarios d'organisation facultaire en écho aux inévitables spéculations, songes et conjectures à plus ou moins long terme que notre projet facultaire atypique n'a pas manqué de provoquer chez bon nombre d'entre nous. Parmi ces possibles, j'esquisse dans le cadre cette publication sur l'urbanisme une hypothèse de scénario qui entremêle les avantages pour notre université à ceux pour nos villes d'accueil. Il s'agit de propos libres, impertinents et peut-être pertinents, dégagés de toute forme de contrainte institutionnelle et décrétable ; un exercice de style pour une faculté multi-sites de l'excellence.

En ce qui concerne l'université, je m'inspire d'Edgar Morin qui s'est toujours efforcé de ne pas penser l'unité sans la multiplicité ni la multiplicité sans l'unité. Cela conduit à imaginer notre faculté déployer conjointement d'une part, sa multiplicité, ses trois domaines de formation apparentés que sont l'architecture, l'ingénierie architecturale et l'aménagement du territoire et l'urbanisme et ses trois sites d'implantation que sont Bruxelles, Louvain-la-Neuve et Tournai, et, d'autre part, son unité, la production et la transmission de connaissances et de projets par une communauté d'étudiants, d'enseignants et de chercheurs. Déploiement conjoint donc mais surtout indissociable.

Pour nos villes d'accueil, je suis intéressé par l'évolution du rôle des universités dans le développement territorial via de nouvelles formes de collaboration entre acteurs et via l'enrichissement entre savoirs universitaires et extra-universitaires.

1 - <http://www.cnrtl.fr/lexicographie/topique> - consulté le 31 août 2015.

2 - Article 4 des conventions UCL – ISASLB et ISASLT relatives au volet social de l'intégration de l'enseignement supérieur de l'architecture à l'université.

Les considérants du récit étant ainsi globalement posés, peuvent se dessiner et prendre corps les contours topiques hypothétiques de notre structure facultaire.

À l'objectif du déploiement de sa double multiplicité, ambition unique en communauté française, imaginons d'y donner la puissance maximum en permettant le développement des activités des trois formations ancrées dans chacun des trois sites. Imaginons à terme et en toute logique, à l'image de la faculté Architecture and the Built Environment de Delft, un baccalauréat regroupant ces trois formations en tronc commun et offrant aux étudiants des trois sites la meilleure assise dans le champ disciplinaire. Une assise suffisamment orientée pour que l'étudiant soit clairvoyant et stimulé dans son choix de master et suffisamment transversale pour qu'il poursuive dans des voies guidé par la pensée systémique et les approches interdisciplinaires indispensables pour s'engager dans la transformation durable de notre monde. L'organisation des masters et de la recherche suivrait le même regroupement par site moyennant des parts d'enseignement spécifiques par formation qui demanderaient sans doute à être dispensées quant à elles par site suivant des modalités de calendrier et d'horaire qui faciliteraient une mobilité partagée pour tous les étudiants.

À l'objectif du déploiement de son unité, serait convoqué un travail en commun des étudiants, enseignants et chercheurs des trois sites dans le cadre d'études et d'exercices de production de lieux dans ou hors des villes d'accueil. La collaboration sur des questions partagées par des étudiants, enseignants et chercheurs, architectes, ingénieurs architectes et urbanistes produirait, gagnons-le, des dynamiques d'échanges pédagogiques et de production de connaissances nouvelles fécondes et insoupçonnées.

Les lieux d'échanges, de communication et d'exposition de LOCI qui devraient pouvoir faire l'objet d'expérimentations architecturales différentes à Bruxelles, Louvain-la-Neuve et Tournai donneraient la pleine mesure du potentiel facultaire en ouvrant ainsi à l'imaginaire des projets et en alimentant des débats qui croiseraient nos expertises et expériences avec celles d'autres disciplines et avec celles des autorités politiques, des habitants et des usagers révélatrices des enjeux et des tonalités propres aux trois villes.

De quoi LoCi-LoCal est-il le nom ?

Chloé Salembier, Sébastien Verleene et Quentin Wilbaux

Comme un jeu de mots entre le latin choisi comme emblème par notre faculté et le français polysémique, Loci, par son pluriel, induit de multiples possibles, tandis que local, ancre ceux-ci au territoire. C'est au regard de cette aspiration au lieu, discrètement couchée sur nos papiers à en-tête, que nous portons le projet LoCiLoCaL de maison de la recherche en Tournaisis, lieu attaché à son vaste territoire, ancré dans son quartier, mais aussi concept scientifique reproductible au sein de chaque site de notre faculté Loci.

Centre de recherche et recherche d'un centre

La mise en place de ce projet a pour ambition de créer un centre de recherche en prises directes avec son territoire, ouvert sur la ville et accessible à ses habitants, tant sur le plan des connaissances produites que des relations sociales. La spécificité du projet LociLocal repose sur la volonté de connecter une structure de recherche universitaire à la société et au territoire qui l'accueillent. Le fil d'Ariane de ce projet est donc un territoire : le Tournaisis. La maison de la recherche est un lieu urbain situé et vivant, qui combine l'exigence scientifique à celle de l'accessibilité du savoir. Son intention est de construire une base de données transdisciplinaire, solide et disponible, à même de nourrir des projets, études et recherches sur le territoire transfrontalier du Tournaisis. Son ambition est d'être le maillon fort d'une chaîne d'acteurs et d'institutions mis en réseaux et en relations autour d'un lieu semi-public, interface directe entre Loci et la ville.

La ville de Tournai fait partie intégrante de l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai dont le bassin de population, principalement situé de l'autre côté de la frontière française se déploie depuis Courtrai, passant par l'agglomération lilloise, le bassin minier lensois, le Douaisis, le Valenciennois pour s'achever à Mons, tel un arc franchissant simultanément frontières linguistiques, nationales, régionales et culturelles. Premier groupement européen de coopération territoriale (GECT), créée en 2008, cette métropole transfrontalière s'affranchit des frontières nationales, régionales et linguistiques en un exemple unique et prometteur de construction de l'Europe par ses territoires frontaliers. Cette constellation métropolitaine de plus de 3 millions d'habitants engage la ville de Tournai dans des relations complexes et denses avec les Flandres, la France et la Wallonie. Notre faculté habite donc un territoire intermédiaire, tendu de relations

à la fois villageoises et métropolitaines. Ces villes intermédiaires intéressent aujourd'hui de nombreux secteurs de la recherche en aménagement du territoire, qui s'appliquent à y découvrir des pistes nouvelles notamment en termes de durabilité et de résilience.

La ville de Tournai embrasse donc des dynamiques territoriales larges et paradoxales. Depuis 2006, elle constitue également l'un des maillons-clefs de la grande entité appelée Wallonie picarde, qui regroupe 23 communes et s'étend sur plus de 1300 km². Sous la dénomination Wapi2025, cette communauté de communes tente de développer un projet de territoire à moyen terme dénommé Projet de territoire Wallonie Picarde 2025.

Au-delà de ces deux structures territoriales, le Tournaisis est aussi pincé entre le parc naturel du Pays des Collines et le parc naturel transfrontalier des Plaines de l'Escaut, situation urbaine unique en Wallonie, qui permet à la ville de disposer à proximité immédiate d'une agriculture paysanne de grande qualité et d'écosystèmes précieux. Le Tournaisis est aussi très marqué par le réseau fluvial lié à l'Escaut. De nombreux canaux parcourent son territoire offrant un maillage dense de mobilités douces, de transports fluviaux et de zones humides. La présence structurante du fleuve nous permet d'inscrire le projet dans une logique territoriale et institutionnelle en formation à Tournai. La maison de la recherche serait ainsi un des maillons d'une chaîne de lieux articulés par l'Escaut : Le projet TechniCité dans le quartier Saint Piat, le projet de centre de création des fours à chaux à Chercq, le centre Terre et Pierre, centre de recherche spécialisé dans le recyclage et la valorisation des matières solides, l'Ecole Supérieure des Beaux-Arts, l'Ecole supérieure des arts de Saint-Luc, la faculté d'architecture, d'urbanisme et d'ingénierie architecturale, LOCI.

Un nouveau local pour LOCI ?

Aujourd'hui à la rue Haigne, ça gratte et ça ponce, ça dame et ça enduit ! Les travaux d'aménagements vont bon train. Encadrés par des enseignants motivés, des équipes d'étudiants s'affairent dans les locaux mis à disposition par l'UCL dans l'avant corps de l'ancien hôtel de maîtres, ancrage historique de la friche industrielle en mutation qui abritera bientôt LOCI à Tournai. De la terre en enduits, des murs au plafond, et jusqu'au sol en chape de terre battue, LoCi LoCal affirme en matériaux locaux son ancrage au territoire. Des vitrages clairs ont remplacé les verres brouillés des grandes fenêtres qui deviendront autant de vitrines sur le quartier. Cet automne, dans le cadre de "l'Art dans la ville", des maquettes de projets d'étudiants y seront exposées, offertes jour et nuit à la curiosité des passants. LoCi LoCal est un lieu ouvert, accessible au public, permettant une articulation quotidienne entre la faculté LOCI, le quartier, les habitants et les acteurs du Tournaisis. C'est un lieu pédagogique qui reflète ce qu'impliquent aujourd'hui la discipline architecturale et le métier d'architecte, et qui puisse écouter et se nourrir des savoirs autres. C'est un lieu de production de connaissances interdisciplinaires

et transversales en lien avec le territoire, connaissances qui seront classées stockées en réseaux, cartographiées et mises à disposition des chercheurs, des acteurs de Tournai et de la Wallonie Picarde.

La mise à disposition d'un espace d'interface entre l'école et le territoire qui l'accueille sert de signal fort pour communiquer notre volonté d'interagir avec le Tournaisis. À cet égard, différents projets pédagogiques sont menés en parallèle pour encourager les étudiants de notre faculté à s'intéresser au contexte local. Dans cette optique, l'équipe enseignante du séminaire "architecture et sociétés" en BAC3 a choisi de s'installer dans les futurs locaux de la faculté LOCI de Tournai pour interagir avec le quartier et tenter de comprendre la façon dont notre installation pourrait servir de levier aux dynamiques urbaines locales. Dans une perspective semblable, les enseignants encouragent progressivement les étudiants à s'intéresser au territoire transfrontalier dans leurs travaux de fin d'étude. C'est ainsi que LoCi LoCal porte l'ambition d'être la tête-de-pont de notre université au sein du vaste territoire transfrontalier de l'Eurométropole.

en couverture

JEAN-PHILIPPE DE VISSCHER,
Quartier Européen, Bruxelles, 2015.

lieuxdits #10

Urbanisme

Février 2016

Le mot du doyen

Jean Stillemans

Édito

Bernard Declève

Entretien avec Paola Viganò : L'urbanisme comme outil de recherche

Bernard Declève

L'urbanisme comme dimension de l'architecture

Jean-Philippe De Visscher

L'urbanisme comme dimension de l'action territoriale

Yves Hanin

Le dess(e)in de la ville. De la carte au plan

Frédéric Andrieux et Bernard Declève

Slow Valleys

Barbara Le Fort

En thèse et/ou sur le terrain ?

Roselyne de Lestrangle

Vers une anthropocène soutenable et désirable : le logement collectif comme cheval de Troie

Gilles Debrun

Transversal

Marta Vilela et Graciela Fernández de Córdoba

CORUM, Pour un urbanisme ouvert sur les mondes !

Annis Mezoued

Faculté LOCI multi-sites, récit topique

Pierre Vanderstraeten

De quoi LoCi-LoCal est-il le nom ?

Chloé Salembier, Sébastien Verleene et Quentin Wilbaux

ISSN 2294-9046
e-ISSN 2565-6996



Éditeur responsable : Jean-Paul Verleyen, place des Sciences, 1 - 1348 Louvain-la-Neuve
Comité de rédaction : Damien Claeys, Gauthier Coton,
Jean-Philippe De Visscher, Guillaume Vanneste, Jean-Paul Verleyen
Conception graphique : Nicolas Lorent
Impression : école d'imprimerie Saint-Luc Tournai

publications

Olivier Masson, ingénieur architecte et enseignant à LOCI, et Damien Vanneste, sociologue à l'Université catholique de Lille, ont publié une recherche : *Habitat et vieillissement, Inventaire des formes de logements qui supportent l'interdépendance et l'autonomie des seniors*. Publication soutenue par l'a.s.b.l. QUALIDOM, en partenariat avec les communes de Lierneux, Malmedy, Stavelot, Stoumont, Trois-Ponts, et par la Fondation Roi Baudouin.

http://www.construire-adaptable.be/media/doc/Habitat_et_vieillissement_Rapport_2015.pdf

concours et prix

Deux bourses "Christian Leleux" ont été attribuées par le jury de la faculté LOCI (les professeurs André De Herde, Jacques Teller (ULg), Pierre Vanderstraeten et Jean Stillemans) à Gilles Debrun - Gérald Ledent - Chloé Salembier - Damien Vanneste pour "Soutenir l'habiter" et à Bernard Declève - Roselyne de Lestrangle - Julie Deneff pour "Un chemin planté entre Senne et Canal".

Les enseignants de LOCI Olivier Bourez (Matador) et Abdelmajid Boulaïoun (ARJM architecture) ont été désignés lauréats au Grand Prix d'Architecture de Wallonie 2015.

Tiphaine Delporte (diplômée de LOCI Tournai) a obtenu une mention spéciale aux Hera Awards pour son travail sur l'architecture vernaculaire au Togo.

Le Prix Van Hove 2015 a été décerné à Josselin Bourin (LOCI BXL) et une mention a été décernée respectivement à Claire Dusquesne et Antoine Pruvost (LOCI TRN).

Sophie de Toffol a reçu le premier prix du concours Inter-Béton pour son projet : Plan Canal - intégration urbaine de la centrale à béton B1 du Bassin Vergote.

en 2015...

Thèses de doctorat

Huit thèses de doctorat ont été soutenues en 2015 par Aniss Mouad Mezoued, Patricia Lilethe Alvarez Quinteros, Benoît Vandembulcke, Felipe Ossio, Alain Malherbe, Valeria Alejandra Cartes Leal, Émilie Gobbo, Chloé Salembier.
<https://www.uclouvain.be/515679.html>

Conférences

Bill Baker, Sébastien Marot, Javier Villar, Pieter Ochelen, Gilles Clément, Virginie Pigeon, Sébastien Ochej, Olivier Bastin, Thierry Kandjee, Philippe Vander Maeren, Richard Venlet, Winy Maas, Thomas Douchy Dawance, Alain Richard, Kristiaan Borret, Maria Zurbuchen-Henz et Bernard Zurbuchen, Emmanuelle Quertain, Thorsten Baensch, Asli Çiçek, Aysim Türkmen, Jürg Conzett, Christian Gilot, Ahmed Z. Khan, Carlotta Fontana, l'agence française GRAU...

Expositions de travaux d'étudiants

Sculpturapolis (BAC 1 Bruxelles), "Pile & Face - Seuils et portes de Mons" (BAC 2 et 3 Tournai) dans le cadre de Mons 2015, "Slow Valleys" (MASTER complémentaire en urbanisme et aménagement du territoire Louvain-la-Neuve), "Tours de Lumière" (BAC 2 Bruxelles) dans le cadre de l'année Louvain des utopies pour le temps présent, "Dessins de voyage - Paris" (BAC 1 Louvain-la-Neuve), "Un habitat intergénérationnel et sobre à Tournai" (BAC 1 Tournai) dans le cadre de "l'art dans la ville", Exploration du "livre d'artiste" ou comment l'art transforme le lieu (BAC 2 Tournai) dans le cadre de "l'art dans la ville", "Lab Istanbul" (MASTER Bruxelles) dans le cadre d'Europalia Turkey.

LOCI a également organisé l'exposition "Utopia in progress : La Ciudad abierta de Amereida", sur le site de l'ULB Flagey, en partenariat avec la PUCV, le CIVA et l'ULB.

